

19 avril 2017

## CONDITIONS DÉFINITIVES

**Émission d'un montant maximum d'EUR 50.000.000 de Titres à Coupon Indexé sur Taux de Référence venant à échéance en mai 2027, sous réserve de l'option de remboursement au gré de l'Émetteur**

**dans le cadre du Programme  
*Structured Euro Medium Term Note* de 25.000.000.000 €**

## CRÉDIT AGRICOLE CIB FS

**garantie par CRÉDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK**

La période d'offre en Belgique est ouverte du 19 avril 2017 au 15 mai 2017 (la **Période d'Offre**), sous réserve de clôture anticipée sans préavis au gré de l'Émetteur.

### PARTIE A – CONDITIONS CONTRACTUELLES

Le présent document constitue les Conditions Définitives des Titres qui y sont décrits pour les besoins de l'article 5.4 de la Directive 2003/71/CE (telle que modifiée, y compris les modifications apportées par la Directive 2010/73/UE, dans la mesure où ces modifications ont été transposées dans le droit national de l'État Membre Concerné), et inclut toute mesure de transposition dans l'État Membre Concerné (la Directive Prospectus) et doit être lu conjointement avec le Prospectus de Base en date du 1er août 2016 et tout supplément y afférant, qui constituent ensemble un Prospectus de Base pour les besoins de la Directive Prospectus.

L'intégralité des informations relatives à l'Émetteur, au Garant et à l'offre des Titres sont celles figurant dans les présentes Conditions Définitives lues conjointement avec le Prospectus de Base. Ces Conditions Définitives sont publiées sur le site internet de la Bourse de Luxembourg ([www.bourse.lu](http://www.bourse.lu)). Un résumé de l'émission des Titres est annexé aux présentes Conditions Définitives à l'Annexe A. Ce Prospectus de Base et ses suppléments, le cas échéant, sont disponibles pour examen sur le site internet de la Bourse de Luxembourg ([www.bourse.lu](http://www.bourse.lu)) et pendant les heures ouvrables normales au siège social de Crédit Agricole CIB, sur son site internet ([www.ca-cib.com](http://www.ca-cib.com)) et dans les bureaux désignés de l'Agent Payeur Principal.

- |   |  |            |
|---|--|------------|
| 1 | (a) Souche n°:   | 572        |
|   | (b) Tranche n :  | 1          |
|   | (c) Date à laquelle les Titres deviennent assimilables : | Sans Objet |
| 2 | Devise(s) Prévues(s) :                                   | Euro (EUR) |

- 3 Montant Principal Total :
- (a) Souche : Un montant maximum d'EUR 50.000.000
- (b) Tranche : Un montant maximum d'EUR 50.000.000
- 4 Prix d'Émission : 100,00 pour cent du Montant Principal Total
- 5 (a) Valeur(s) Nominale(s) Indiquée(s) : EUR 1.000
- (b) Volume Minimum de Transfert : Sans Objet
- (c) Montant de Calcul : EUR 1.000
- 6 (a) Date d'Émission : 19 mai 2017
- (b) Date de Conclusion : 10 mars 2017
- (c) Date de Début de Période d'Accumulation des Intérêts : Date d'Émission
- 7 Date d'Échéance : 19 mai 2027, sous réserve de la survenance d'un cas de remboursement anticipé
- 8 Type de Titres :
- (a) Intérêts : Titres à Coupon Indexé : Titres à Coupon Indexé sur Taux de Référence
- (Les particularités supplémentaires sont précisées dans "STIPULATIONS RELATIVES AUX INTÉRÊTS (ÉVENTUELS)")
- (b) Remboursement : Méthode(s) de Remboursement pertinente :
- Pour les besoins de la détermination du Montant de Remboursement Anticipé : Remboursement Standard
- Pour les besoins de la détermination du Montant de Remboursement Final : Remboursement Standard
- (Les particularités supplémentaires sont précisées dans "STIPULATIONS RELATIVES AU REMBOURSEMENT")
- 9 Date du Conseil d'Administration autorisant l'émission des Titres et la Garantie : Autorisation du Conseil d'Administration de Crédit Agricole CIB Financial Solutions datée du 17 juin 2016. Garantie consentie par l'acte de garantie daté du 1er août 2016.
- 10 Méthode de placement : Non Syndiquée
- 11 Modalités des Actifs : **Applicable conformément à l'Annexe 1**

–	Modalités des Titres Indexés sur Marchandise/Matière Première	Sans Objet
–	Modalités des Titres Indexés sur Indice	Sans Objet
–	Modalités des Titres Indexés sur Taux de Change	Sans Objet
–	Modalités des Titres Indexés sur Inflation	Sans Objet
–	<b>Modalités des Titres Indexés sur Taux de Référence</b>	<b>Applicable</b> la Modalité des Titres Indexés sur Taux de Référence 3 ( <i>Autres Evènements</i> ) n'est pas applicable
–	Modalités des Titres Indexés sur ETF	Sans Objet
–	Modalité des Titres Indexés sur Action	Sans Objet
–	Modalités des Titres Indexés sur Panier d'Actifs	Sans Objet
<b>12</b>	Modalités des Titres à Devise Alternative :	Sans Objet

#### **STIPULATIONS RELATIVES AUX INTÉRÊTS (ÉVENTUELS)**

<b>13</b>	<b>Titres à Taux Fixe</b>	<b>Applicable pour les besoins du Coupon Fixe Standard</b>
(a)	Applicable à :	Les Périodes d'Accumulation des Intérêts suivantes : chaque Période d'Accumulation des Intérêts comprise entre la Date de Début de Période d'Accumulation des Intérêts (inclusive) et le 19 mai 2022 (exclu)
(b)	Taux d'Intérêt :	1,20 pour cent par an payable annuellement à terme échu
(c)	Date(s) de Paiement des Intérêts :	Annuelles, le 19 mai de chaque année à compter du 19 mai 2018 (inclus) jusqu'au 19 mai 2022 (inclus)
(d)	Date(s) de Période d'Accumulation des Intérêts :	Sans Objet
(e)	Montant(s) du Coupon Fixe :	Sans Objet
(f)	Coupon Brisé :	Sans Objet
(g)	Fraction de Décompte des Jours :	Voir paragraphe 15(g) des présentes Conditions

		Définitives
	(h) Période d'Accumulation des Intérêts :	Voir paragraphe 15(h) des présentes Conditions Définitives
	(i) Convention de Jour Ouvré pour les besoins d'ajustement des Périodes d'Accumulation des Intérêts conformément au paragraphe (h) ci-dessus :	Sans Objet
	(j) Centre(s) d'Affaires :	Sans Objet
	(k) Date(s) de Détermination :	Sans Objet
<b>14</b>	<b>Titres à Taux Variable</b>	Sans Objet
<b>15</b>	<b>Titres à Coupon Indexé</b>	<b>Applicable</b>
	(a) Applicable à :	Les Périodes d'Accumulation des Intérêts suivantes : chaque Période d'Accumulation des Intérêts comprise entre le 19 mai 2022 (inclus) et la Date d'Echéance (exclue)
	(b) Dates de Paiement des Intérêts :	Annuelles, le 19 mai de chaque année à compter du 19 mai 2023 (inclus) jusqu'à la Date d'Échéance (incluse)
	(c) Date(s) de Période d'Accumulation des Intérêts :	Sans Objet
	(d) Date(s) de Détermination des Intérêts :	2 (deux) Jours de Règlement TARGET2 avant le dernier jour de la Période d'Accumulation des Intérêts concernée
	(e) Convention de Jour Ouvré pour les besoins d'ajustement des Périodes d'Accumulation des Intérêts conformément au paragraphe (h) ci-dessous :	Sans Objet
	(f) Centre(s) d'Affaires :	Sans Objet
	(g) Fraction de Décompte des Jours :	30/360
	(h) Période d'Accumulation des Intérêts :	Les Périodes d'Accumulation des Intérêts seront non ajustées
	(i) Date(s) de Détermination :	Sans Objet
	(j) Agent de Calcul responsable du calcul du Taux d'Intérêt Indexé et du Montant d'Intérêt Indexé :	Crédit Agricole Corporate and Investment Bank
<b>15A</b>	<b>Titres à Coupon Indexé sur</b>	Sans Objet

**Marchandise/Matière Première**

- 15B Titres à Coupon Indexé sur Indice** Sans Objet
- 15C Titres à Coupon Indexé sur Taux de Change** Sans Objet
- 15D Titres à Coupon Indexé sur Inflation** Sans Objet
- 15E Titres à Coupon Indexé sur Taux de Référence** **Applicable conformément à l'Annexe 1, Chapitre 5**
- (a) Sous-Jacent unique : Sans Objet
- (b) Panier :
- Panier : i
  - Applicable pour les besoins de : la Détermination du Coupon : Coupon Flottant Standard  
(voir le paragraphe 15J(c) des présentes Conditions Définitives)

**Détermination ISDA**

Sous-Jacent :	Taux de Référence :	Détermination du Niveau du Taux de Référence :	Option de Taux Variable :	Échéance Désignée:	Date de Recalcul :
x	EUR-CMS 30 ans	Détermination ISDA	EUR-ISDA-EURIBOR Swap Rate-11:00	30 (trente) ans	Dernier jour de la Période d'Accumulation des Intérêts concernée
y	EUR-CMS 2 ans	Détermination ISDA		2 (deux) ans	

- (c) Cas de Perturbation Additionnel : Changement de la Loi n'est pas applicable  
Coût Accru des Opérations de Couverture n'est pas applicable  
Perturbation des Opérations de Couverture n'est pas applicable
- (d) Devise Spécifiée : EUR
- (e) Date(s) d'Observation : Chaque Date d'Observation des Intérêts  
(voir le paragraphe 15J(c) des présentes Conditions Définitives)
- (f) Définitions ISDA Telles que spécifiées dans les Modalités des Titres Indexés sur Taux de Référence
- 15F Titres à Coupon Indexé sur ETF** Sans Objet

<b>15G Titres à Coupon Indexé sur Action</b>	Sans Objet
<b>15H Titres Indexés sur Panier d'Actifs Multiples</b>	Sans Objet
<b>15I Stipulations relatives aux Déterminations du Coupon Combiné</b>	Sans Objet
<b>15J Stipulations relatives aux Déterminations du Coupon Standard</b>	<b>Applicable</b>
<b>(a) Coupon Fixe Standard :</b>	<b>Applicable conformément à l'Annexe 5, Partie A, Chapitre 1</b>
	(tel que développé au paragraphe 13 de ces Conditions Définitives pour les besoins de ces Déterminations du Coupon Standard)
– Période d'Accumulation des Intérêts applicable :	Les Périodes d'Accumulation des Intérêts suivantes : chaque Période d'Accumulation des Intérêts comprise entre la Date de Début de Période d'Accumulation des Intérêts (inclusive) et le 19 mai 2022 (exclu)
– Applicable pour les besoins d'une Détermination du Coupon Combiné :	Sans Objet
– Applicable pour les besoins d'une Caractéristique de Détermination du Coupon et du Remboursement :	Sans Objet
<b>(b) Coupon Variable Standard :</b>	Sans Objet
<b>(c) Coupon Flottant Standard :</b>	<b>Applicable conformément à l'Annexe 5, Partie A, Chapitre 3</b>
	Le Taux d'Intérêt Indexé applicable pour une Période d'Accumulation des Intérêts aux Titres pour lesquels un Coupon Flottant Standard est applicable pour cette Période d'Accumulation des Intérêts sera calculé de la manière suivante :
	<b>Max(Plancher, Valeur Sous-Jacente<sub>xy</sub>)</b>
	exprimé par un pourcentage.
– Période d'Accumulation des Intérêts applicable :	Les Périodes d'Accumulation des Intérêts suivantes : chaque Période d'Accumulation des Intérêts comprise entre le 19 mai 2022 (inclus) et

	la Date d'Echéance (exclue)
– Applicable pour les besoins d'une Détermination du Coupon Combiné :	Sans Objet
– Applicable pour les besoins d'une Caractéristique de Détermination du Coupon et du Remboursement :	Sans Objet
– Plafond :	Sans Objet
– Plancher :	0,00 pour cent
– Date(s) d'Observation des Intérêts:	2 (deux) Jours de Règlement TARGET2 avant le dernier jour de la Période d'Accumulation des Intérêts concernée
– Levier <sub>1</sub> :	Sans Objet
– Levier <sub>2</sub> :	Sans Objet
– Marge :	Sans Objet
– Sous-Jacent :	<b>Combinaison de Sous-Jacent<sub>x</sub> et Sous-Jacent<sub>y</sub>:</b> Soustraction Sous-Jacent <sub>x</sub> : EUR-CMS 30 ans (De plus amples informations figurent au paragraphe 15E des présentes Conditions Définitives) Sous-Jacent <sub>y</sub> : EUR-CMS 2 ans (De plus amples informations figurent au paragraphe 15E des présentes Conditions Définitives)
– Observation Spécifiée :	Sans Objet
(d) Coupon Flottant Inversé Standard :	Sans Objet
(e) Coupon Panier Alternatif Standard :	Sans Objet
(f) Coupon "Strangle" Standard :	Sans Objet
(g) Coupon Option sur Panier Standard :	Sans Objet
(h) Coupon Maximal-Minimal Standard :	Sans Objet
(i) Coupon Participation Standard :	Sans Objet
(j) Coupon Panier Performance "Lookback" Standard :	Sans Objet

(k) Coupon Panier Maximal-Minimal Standard :	Sans Objet
(l) Coupon Volatilité Obligataire Standard :	Sans Objet
(m) Coupon Panier Participation Standard :	Sans Objet
(n) Coupon "Range Accrual" Standard :	Sans Objet
(o) Coupon "Range Accrual" Réinitialisable Standard :	Sans Objet
(p) Coupon "Range Accrual 3D" Standard :	Sans Objet
(q) Coupon Panier Digital Fixe Standard :	Sans Objet
(r) Coupon Puissance Standard :	Sans Objet
(s) Coupon "Range Accrual" Double Standard :	Sans Objet
(t) Coupon Participation de Tendance Standard :	Sans Objet
(u) Coupon Panier Participation de Tendance Standard :	Sans Objet
(v) Coupon Panier Participation de Tendance Moyenne Standard :	Sans Objet
(w) Coupon Digital Fixe Multiple Standard :	Sans Objet
(x) Coupon Participation/Digital Standard:	Sans Objet
(y) Coupon "Range Accrual" Désactivant Standard :	Sans Objet
(z) Coupon Panier Produit Standard :	Sans Objet
(aa) Coupon Panier Fixe Multiple Standard :	Sans Objet
(bb) Coupon "Range Accrual" Fixe Standard :	Sans Objet
(cc) Coupon ABF Standard :	Sans Objet
(dd) Coupon "Worst of" Standard :	Sans Objet
(ee) Coupon Performance Annualisée	Sans Objet



	Standard :	
(ff)	Coupon Performance "Rainbow" Standard :	Sans Objet
(gg)	Coupon "Range Accrual" Fixe Standard :	Sans Objet
(hh)	Coupon Performance Panier Digital Fixe Multiple Standard :	Sans Objet
(ii)	Coupon Performance Panier Participation Standard :	Sans Objet
16	<b>Titres à Coupon Zéro</b>	Sans Objet

#### CARACTÉRISTIQUES DE DÉTERMINATION DU COUPON (ÉVENTUELLES)

17	<b>Caractéristiques de Détermination du Coupon</b>	Sans Objet
----	--	------------

#### STIPULATIONS RELATIVES AU REMBOURSEMENT

18	<b>Date(s) de Détermination du Remboursement :</b>	<p>Pour les besoins de déterminer le Montant de Remboursement Final : 2 (deux) Jours de Règlement TARGET2 avant la Date d'Echéance</p> <p>Pour les besoins de déterminer un Montant de Remboursement Anticipé : la Date de Remboursement Anticipé</p>
19	<b>Méthode de Remboursement :</b>	
	(a) <b>Montant de Remboursement Anticipé pour les besoins de la Modalité Générale 6.2 (Évènements Déclencheurs de Remboursement Anticipé) déterminé selon les modalités suivantes :</b>	<p><b>Remboursement Standard conformément à l'Annexe 9, Paragraphe 2</b></p> <p>Le Montant de Remboursement Anticipé sera égal à :</p> <p style="text-align: center;"><i>Prix de Référence x Montant Principal</i></p> <p>tel que déterminé par l'Agent de Calcul à la Date de Détermination du Remboursement.</p> <p>(Voir aussi le paragraphe 24(a) de ces Conditions Définitives pour les détails de l'Évènement Déclencheur de Remboursement Anticipé au gré de l'Émetteur)</p> <p>Toutefois la Modalité Générale 6.7 continue à s'appliquer pour les besoins de calcul du montant de remboursement anticipé des Titres en cas de survenance d'un cas de Remboursement Anticipé décrit dans cette Modalité Générale 6.7.</p>
	Caractéristique de Détermination du Remboursement :	Sans Objet

	Frais de Dénouement en Cas de Remboursement :	Sans Objet
	Frais de Dénouement en Cas de de Caractéristique de Détermination du Coupon et du Remboursement :	Sans Objet
	Prix de Référence :	100,00 pour cent
(b)	<b>Montant de Remboursement Final pour les besoins de la Modalité Générale 6.1 (Remboursement Final ou par Versements Échelonnés) déterminé selon les modalités suivantes :</b>	<b>Remboursement Standard conformément à l'Annexe 9, Paragraphe 2</b> Le Montant de Remboursement Final sera égal à : <i>Prix de Référence x Montant Principal</i> tel que déterminé par l'Agent de Calcul à la Date de Détermination du Remboursement.
	Caractéristique de Détermination du Remboursement :	Sans Objet
	Frais de Dénouement en Cas de Remboursement :	Sans Objet
	Frais de Dénouement en Cas de de Caractéristique de Détermination du Coupon et du Remboursement :	Sans Objet
	Prix de Référence :	100,00 pour cent
(c)	Montant de Remboursement à la Juste Valeur de Marché :	Applicable
	- Pourcentage de Montant de Remboursement à la Juste Valeur de Marché	Sans Objet
(d)	Montant de Remboursement Échelonné déterminé selon les modalités suivantes :	Sans Objet
(e)	Option de Rachat Liquidatif au gré de l'Émetteur :	Sans Objet
20	<b>Titres à Remboursement Échelonné :</b>	Sans Objet
21	<b>Titres Indexés sur Évènement de Crédit</b>	Sans Objet
22	<b>Titres Indexés sur Titre de Créance</b>	Sans Objet
23	<b>Titres à Remboursement Indexé :</b>	Sans Objet
24	<b>Évènements Déclencheurs du Remboursement Anticipé</b>	<b>Applicable</b>

- (a) **Évènement Déclencheur de Remboursement Anticipé au gré de l'Émetteur :** **Applicable** conformément à l'Annexe 8, Chapitre 1
- Montant Nominal Remboursable Maximum : Sans Objet (voir ci-dessous Montant Nominal Remboursable Minimum)
  - Préavis Maximum du Remboursement au gré de l'Émetteur : Sans Objet
  - Montant Nominal Remboursable Minimum : Montant Principal
  - Préavis Minimum du Remboursement au gré de l'Émetteur : Dix (10) Jours de Règlement TARGET2 avant la Date de Remboursement Anticipé
  - Date de Remboursement Anticipé : La Date de Paiement des Intérêts tombant le 19 mai 2022
- (b) Évènement Déclencheur de Remboursement Anticipé au gré des Titulaires : Sans Objet
- (c) Évènement Désactivant Déclencheur de Remboursement Anticipé : Sans Objet
- (d) Évènement Déclencheur de Remboursement Anticipé Option Désactivante au gré de l'Émetteur : Sans Objet
- (e) Évènement Déclencheur de Remboursement Anticipé : Option Désactivante au gré des Titulaires : Sans Objet
- (f) Évènement Déclencheur de Remboursement Anticipé Cible : Sans Objet
- (g) Évènement Déclencheur de Remboursement Anticipé Option Désactivante Sous-Jacent Multiple : Sans Objet
- (h) Évènement Désactivant Performance Panier Déclencheur de Remboursement Anticipé : Sans Objet

**CARACTÉRISTIQUES DE DÉTERMINATION DU COUPON ET DU REMBOURSEMENT (ÉVENTUELLES) RELATIVES AU REMBOURSEMENT**

**25 Caractéristiques de Détermination du** Sans Objet

## Remboursement

### STIPULATIONS RELATIVES AUX TITRES ASSORTIS DE SURETÉS

- 26 Modalités des Titres Assortis de Sûretés Sans Objet

### STIPULATIONS GÉNÉRALES APPLICABLES AUX TITRES

- 27 Forme des Titres : Forme Dématérialisée :  
Titres Dématérialisés au porteur
- 28 Convention de Jour Ouvré pour les besoins de l'option "Jour Ouvré de Paiement" conformément à la Modalité Générale 5.8 (*Jour Ouvré de Paiement*) : Jour Ouvré de Paiement Suivant Modifié
- 29 Place(s) Financière(s) : TARGET2
- 30 Centre(s) d'Affaires : Sans Objet
- 31 Talons pour Coupons ou Reçus futurs à attacher à des Titres Définitifs Matérialisés au Porteur et dates auxquelles ces Talons arrivent à échéance : Sans Objet
- 32 Redénomination (Modalité Générale 3 (*Redénomination*)) : Non Applicable
- 33 Brutage (Modalité Générale 8 (*Fiscalité*)) : Sans Objet
- 34 (a) Remboursement suite à Évènement de Suspension de Devise de Paiement Prévus (Modalité Générale 3.2(c) (*Dans le cas où survient un Évènement de Suspension de Devise de Paiement Prévus :*)) : Sans Objet
- (b) Remboursement pour raisons fiscales (Modalité Générale 6.3 (*Remboursement pour raisons fiscales*)) : Sans Objet
- (c) Remboursement pour raisons fiscales spéciales (Modalité Générale 6.4 (*Remboursement pour raisons fiscales spéciales*)) : Sans Objet
- (d) Remboursement pour retenue à la source FATCA (Modalité Générale

6.5 (*Remboursement pour retenue à la source FATCA*)) :

- (e) Illégalité et Force Majeure (Modalité Générale 18 (*Illégalité et Force Majeure*)) : Applicable
- 35 Agent de Calcul : Crédit Agricole Corporate and Investment Bank
- 36 Agent de Livraison (*Titres Indexés sur ETF, Titres Indexés sur Action, Titres Indexés sur Évènement de Crédit ou Titres Indexés sur Titre de Créance sujet à règlement physique*) : Sans Objet
- 37 Convention de Jour Ouvré (Titres Indexés sur Évènement de Crédit et Titres Indexés sur Titre de Créance) : Sans Objet
- 38 Renonciation à Compensation : Sans Objet

#### INFORMATIONS PRATIQUES

- 39 Succursale teneuse de compte pour les besoins de la Modalité Générale 5.7 (*Dispositions Générales applicables au Paiements*) : Sans Objet
- 40 Représentation des Titulaires de Titres/Masse : la Modalité Générale 15 (*Représentation des Titulaires de Titres*) est applicable :
- Représentant titulaire :*  
CACEIS Corporate Trust – représenté par Jean-Michel DESMARET  
14 rue Rouget de Lisle  
92130 Issy-Les-Moulineaux  
France
- Représentant suppléant :*  
James LANGLOYS  
14, rue Rouget de Lisle  
92130 Issy-Les-Moulineaux  
France

Les mandats du Représentant titulaire et du Représentant suppléant ne seront pas rémunérés.

Signé pour le compte de l'Émetteur :

Par

:

Dûment habilité

A handwritten signature in green ink, consisting of several overlapping, fluid strokes that form a stylized, illegible name or set of initials.

## PARTIE B – AUTRES INFORMATIONS

### 1 COTATION ET ADMISSION AUX NÉGOCIATIONS

- (i) Cotation et admission aux négociations : Sans Objet
- (ii) Estimation des frais totaux d'admission : Sans Objet

### 2 NOTATIONS

Notations : Les Titres à émettre n'ont pas été notés

### 3 INTÉRÊTS DES PERSONNES PHYSIQUES ET MORALES PARTICIPANT À L'ÉMISSION

Exception faite des commissions payables à l'Agent Placeur et à tout distributeur, aucune personne participant à l'émission des Titres ne détient, à la connaissance de l'Émetteur, un intérêt significatif dans l'offre.

### 4 RAISONS DE L'OFFRE, ESTIMATION DES PRODUITS NETS ET DES FRAIS TOTAUX

- (i) Raisons de l'offre : Voir la Section "Utilisation des Fonds" du Prospectus de Base
- (ii) Produits Nets Estimés : Un montant maximum d'EUR 50.000.000
- (iii) Frais Totaux Estimés : Sans Objet

### 5 RENDEMENT (Titres à Taux Fixe et Titres à Coupon Zéro uniquement)

Indication du Rendement : Sans Objet

### 6 HISTORIQUES DES TAUX D'INTÉRÊT (Titres à Taux Variable uniquement)

Sans Objet

### 7 PERFORMANCE DU SOUS-JACENT ET AUTRES INFORMATIONS CONCERNANT LE SOUS-JACENT (Titres Indexés sur Marchandise/Matière Première, Titres Indexés sur Évènement de Crédit, Titres Indexés sur Indice, Titres Indexés sur Inflation, Titres Indexés sur Taux, Titres Indexés sur ETF, Titres Indexés sur Action, Titres Indexés sur Paniers d'Actifs Multiple)

Sous-Jacent :	Lieu où peuvent être obtenues des données sur la performance et la volatilité passées et futures :
EUR-CMS 30 ans	Page Écran Reuters ISDAFIX2
EUR-CMS 2 ans	Page Écran Reuters ISDAFIX2

#### Informations après l'Émission

L'Émetteur n'a pas l'intention de publier post émission des informations relatives aux éléments sous-jacents sur lesquels les Titres sont indexés.

**8 PERFORMANCE DES TAUX DE CHANGE ET EFFETS SUR LA VALEUR DE L'INVESTISSEMENT** (*Titres Indexés sur Taux de Change uniquement*)

Sans Objet

**9 PLACEMENT**

- (i) Méthode de distribution : Non-syndiquée
- (ii) Si le placement est syndiqué : Sans Objet
- (iii) Si le placement est non-syndiqué, nom et adresse de l'Agent Placeur : Crédit Agricole Corporate and Investment Bank  
12, place des États-Unis  
CS 70052  
92547 Montrouge Cedex  
FRANCE
- (iv) Montant global de la commission de placement et de la commission de garantie : Sans Objet  
(voir également paragraphe 11 – Part B ci-dessous)
- (v) Restrictions de Vente aux États-Unis: Catégorie 2 de la Reg. S  
(Catégorie d'investisseurs potentiels auxquels les Titres sont offerts ) : Titres au Porteur –TEFRA SANS OBJET

**10 INFORMATIONS PRATIQUES**

- (i) Code ISIN : FR0013245552
- (ii) Code ISIN Temporaire : Sans Objet
- (iii) Code Commun : 158303086
- (iv) Code VALOREN : Sans Objet
- (v) Autre numéro d'identification sécuritaire applicable : Sans Objet
- (vi) Système(s) de compensation concerné(s) autre(s) que Euroclear Bank S.A./N.V., Euroclear France, Euroclear et Clearstream Banking Société anonyme et numéro(s) d'identification correspondant(s) : Sans Objet
- (vii) Livraison : Livraison contre paiement
- (viii) Noms et adresses des Agents Payeurs supplémentaires (le cas : Non applicable



échéant) :

(ix) Document d'Information Clé pour l'Investisseur (le cas échéant) : Non applicable

## 11 MODALITÉS DE L'OFFRE

Offrant(s) Autorisé(s) : Applicable. Les Offrants Autorisés sont nommés ci-dessous

Prix d'Offre : Prix d'Émission

Aucune rémunération ou commission ne sera versée à Crédit Agricole Corporate and Investment Bank en sa qualité d'Agent Placeur.

Une rémunération de placement annuelle maximum de 1,00% par an du Montant Principal Total des Titres achetés par le Distributeur (tel que défini ci-dessous) sera payée chaque par l'Émetteur au Distributeur. Le versement de cette rémunération pourra être indifféremment réparti sur la durée de vie du produit par une rémunération à la Date d'Émission et/ou par des commissions annuelles.

Cette rémunération est calculée sur la base de la durée maximale des Titres. Elle est intégrée dans les termes des Titres et impacte le prix et le rendement des Titres. Elle rémunère le Distributeur pour la mise à disposition des Titres aux investisseurs et non pour les conseiller à les acheter. Si un Distributeur fournit du conseil en investissement aux investisseurs, le coût de ce service doit être convenu directement entre le Distributeur et les investisseurs.

Modalités auxquelles l'offre est soumise : L'Émetteur se réserve le droit de retirer l'offre des Titres à tout moment avant la Date de Clôture de l'Offre (telle que définie ci-dessous) sans préavis. Afin d'éviter tout malentendu, si une application a été soumise par un investisseur potentiel et l'Émetteur exerce le droit précité, l'investisseur ne sera pas réputé avoir souscrit des Titres, l'ordre de souscription sera automatiquement annulé et le montant de souscription sera restitué à l'investisseur.

Décrire la procédure de souscription : La Période d'Offre commencera le 19 avril 2017 et se terminera le 15 mai 2017 (la **Date de Clôture de l'Offre**).

Les demandes de souscription seront reçues, dans la limite du nombre de Titres disponibles, par le

Distributeur (défini ci-après).

Description de toute possibilité de réduire la souscription et le mode de remboursement des sommes excédentaires versées par les souscripteurs :

Les ordres de souscription peuvent être réduits en cas de sursouscription et tout montant excédentaire déjà payé par les souscripteurs sera remboursé sans délai et sans donner lieu à la compensation.

Informations sur le montant minimum et/ou maximum d'une souscription :

Il n'y a pas d'ordre de souscription maximum. Le montant minimum d'ordre de souscription doit être au moins égal à EUR 1.000 et représenter des multiples d'EUR 1.000.

Informations sur la méthode et les dates limites de libération et de livraison des Titres :

La livraison des Titres sera effectuée à la Date d'Emission contre paiement du prix d'émission des Titres.

L'allocation des Titres et les accords relatifs à leur règlement seront notifiés par l'Offrant Autorisé à l'Investisseur.

Modalités et date de publication des résultats de l'offre :

Un avis indiquant les résultats de l'offre sera publié au plus tard à la Date d'Emission sur le site de l'Emetteur.

Procédure d'exercice de tout droit préférentiel de souscription, la négociabilité des droits de souscription et le traitement réservé aux droits de souscription non exercés :

Non Applicable, il n'existe pas de tels droits

Si une ou plusieurs tranches ont été réservées pour certains pays :

Non Applicable, les Titres étant exclusivement offerts en Belgique

Procédure de notification aux souscripteurs du montant qui leur a été alloué et mention indiquant si la négociation peut commencer avant la notification :

En cas de sursouscription, les montants alloués seront notifiés par écrit aux souscripteurs. Dans tous les autres cas, les montants alloués seront égaux au montant d'ordre de souscription et aucune autre notification ne sera envoyée.

Aucune opération sur les Titres ne pourra être exécutée avant la première des deux dates suivantes : (i) la date où une telle notification est faite et (ii) la Date d'Émission

Montant de toute charge et de toute taxe spécifiquement imputées au souscripteur ou à l'acheteur :

En dehors des commissions pouvant être demandées par le Distributeur, il n'y a pas d'autres charges ou taxes spécifiquement imputées au souscripteur ou à l'acheteur.

Consentement à l'Offre Non-Exemptée de l'Émetteur à l'utilisation du

Applicable. Une offre de Titres peut être effectuée par les Agents Placeurs et le Distributeur qui a

Prospectus de Base pendant la Période d'Offre : obtenu un consentement spécifique de l'Émetteur à l'utilisation du Prospectus de Base au titre d'une Offre Non-Exemptée en Belgique (la **Juridiction de l'Offre Publique**) pendant la Période d'Offre et dont le nom est identifié ci-dessous comme un Offrant Autorisé pour une Offre Non-Exemptée (**l'Offrants Autorisé**).

Offrant(s) Autorisé(s) dans les différents pays dans lesquels une offre est effectuée : L'Émetteur a nommé le distributeur (le **Distributeur**) suivant afin d'offrir les Titres en Belgique :

NV/SA Crélan  
Bd S. Dupuislaan 251  
1070 Brussels

Conditions attachées au consentement à l'Utilisation du Prospectus de Base : Consentement Spécifique

Autres conditions au consentement : Sans Objet

## ANNEXE A - RÉSUMÉ

*Cette section constitue le résumé qui sera utilisé pour les émissions de Titres.*

Les résumés sont constitués d'éléments d'information appelés "Éléments". Ces Éléments sont numérotés dans les sections A à E (A.1 – E.7).

Ce résumé contient tous les Éléments qu'un résumé concernant ce type de titres et d'émetteurs doit contenir. La numérotation des Éléments peut ne pas être continue car l'insertion de certains Éléments n'est pas requise.

Même s'il est requis qu'un Éléments soit inclus dans le résumé en raison du type de titre et d'émetteur, il se peut qu'aucune information pertinente ne soit disponible concernant cet Éléments. Dans ce cas, une brève description de l'Éléments est incluse dans le résumé préalablement à la mention "Sans Objet".

<b>Section A – Introduction et avertissements</b>		
<b>A.1</b>	<b>Introduction et avertissements</b>	<p>Ce résumé doit être lu comme une introduction au présent Prospectus de Base. Toute décision d'investir dans les Titres doit être fondée sur un examen exhaustif du Prospectus de Base dans son ensemble par l'investisseur.</p> <p>Lorsqu'une action concernant l'information contenue dans le présent Prospectus de Base est intentée devant un tribunal, l'investisseur plaignant peut, selon la législation nationale des États Membres, avoir à supporter les frais de traduction du Prospectus de Base avant le début de la procédure judiciaire.</p> <p>La responsabilité civile ne sera recherchée qu'après des personnes ayant déposé le Résumé, en ce compris toute traduction de celui-ci, mais seulement si le contenu du Résumé est jugé trompeur, inexact ou contradictoire par rapport aux autres parties du Prospectus de Base ou s'il ne fournit pas, lorsqu'il est lu conjointement avec les autres parties du Prospectus de Base, les informations clés permettant d'aider les investisseurs lorsqu'ils envisagent d'investir dans ces Titres.</p>
<b>A.2</b>	<b>Consentement à l'utilisation du présent Prospectus de Base</b>	<p>Dans le cas où l'offre des Titres effectuée de temps à autre en Belgique (la <b>Juridiction d'Offre Publique</b>), l'Émetteur consent à l'utilisation du présent Prospectus de Base, ainsi que tout supplément au Prospectus de Base, lorsque l'offre est effectuée dans des circonstances ne permettant pas de bénéficier d'une exemption à l'obligation de publier un prospectus en application de la Directive 2003/71/CE (telle que modifiée, y compris par les modifications apportées par la Directive 2010/73/UE, dans la mesure où ces modifications ont été transposées dans le droit national de l'État Membre concerné) (une <b>Offre Non-Exemptée</b>) pendant la période allant du 19 avril 2017 au 15 mai 2017 (la <b>Période d'Offre</b>) et dans la Juridiction d'Offre Publique par NV/SA Crélan (Bd S. Dupuislaan 251, 1070 Brussels) (le <b>Distributeur</b>) et le Dealer (chacun, un <b>Offrant Autorisé</b>).</p> <p>Si l'Offrant Autorisé est autorisé à utiliser le Prospectus de Base pendant la Période d'Offre, l'Offrant Autorisé devra, pour la durée de la Période d'Offre,</p>

		<p>publier sur son site internet le fait qu'il utilise le Prospectus de Base pour l'Offre Non-Exemptée concernée avec le consentement de l'Émetteur et conformément à certaines conditions.</p> <p>Un investisseur qui souhaite acquérir ou qui acquiert des Titres quelconques auprès d'un Offrant Autorisé pourra le faire, et les offres et ventes des Titres à un investisseur par un Offrant Autorisé seront effectuées, conformément aux modalités et autres accords conclus entre cet Offrant Autorisé et cet investisseur, y compris s'agissant du prix, des allocations des Titres et des accords relatifs à leur règlement (les <b>Modalités de l'Offre Non-Exemptée</b>). L'Émetteur ne sera pas partie à ces accords avec les investisseurs (autre que des agents placeurs) en ce qui concerne l'offre ou la vente des Titres et, en conséquence, le présent Prospectus de Base et toutes conditions définitives ne contiendront pas ces informations. <b>Les Modalités de l'Offre Non-Exemptée seront transmises aux investisseurs par cet Offrant Autorisé au moment de l'Offre Non-Exemptée.</b> Ni l'Émetteur, ni le Garant, ni les agents placeurs ni aucun autre Offrant Autorisé n'encourront une quelconque responsabilité au titre de ces informations.</p>
<b>Section B – Émetteur et Garant</b>		
<b>B.1</b>	<b>Raison sociale et nom commercial de l'Émetteur</b>	Crédit Agricole CIB Financial Solutions ( <b>Crédit Agricole CIB FS</b> ou <b>l'Émetteur</b> )
<b>B.2</b>	<b>Siège social et forme juridique de l'Émetteur, législation régissant ses activités et pays d'origine de l'Émetteur</b>	Crédit Agricole CIB FS est une société anonyme, à conseil d'administration dont le siège social est situé 12, place des Etats-Unis, CS 70052, 92 547 Montrouge Cedex, France. Crédit Agricole CIB FS opère conformément au droit français.
<b>B.4b</b>	<b>Description de toutes les tendances connues touchant l'Émetteur ainsi que les industries de son secteur</b>	<p>Les tendances connues affectant l'Émetteur et les sociétés du groupe Crédit Agricole CIB (le <b>Groupe</b>), et les secteurs d'activités dans lesquels le Groupe et l'Émetteur opèrent, comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'évolution permanente de l'environnement économique mondial ;</li> <li>- la réforme des ratios de solvabilité apportée par Bâle 3 (CRR/CRD4), dont l'exigence minimale de CET1 est de 4,5% en 2015 et pour les années suivantes ;</li> <li>- les discussions internationales en cours sur l'harmonisation des standards</li> </ul>

		<p>comptables ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'introduction de nouveau mécanisme de résolution à la fois national et européen ; et</li> <li>- les évolutions du cadre réglementaire imposant une maîtrise toujours plus fine du bilan, notamment pour le pilotage des indicateurs assis sur la taille total du bilan tels que le ratio de levier (qui doit être supérieur à 3%), le <i>Minimum Required Eligible Liabilities (MREL)</i> issu de la Directive Européenne <i>Bank Recovery and Resolution Directive (BRRD)</i> assis sur le total du passif et visant à assurer un niveau minimum de dette éligible au bail-in, le <i>Total Loss Absorbency Capacity (TLAC)</i> ainsi que les cotisations au Fonds de Résolution Unique (FRU) ou la <i>Bank Levy</i>.</li> </ul>																												
<b>B.5</b>	<b>Description du Groupe de l'Émetteur et de la position de l'Émetteur au sein du Groupe</b>	<p>Se référer aux Éléments B.14 et B.16.</p> <p>Crédit Agricole CIB est directement détenu par Crédit Agricole SA, la société cotée du groupe Crédit Agricole (le <b>groupe Crédit Agricole</b>). Crédit Agricole CIB est la société-mère du Groupe Crédit Agricole CIB (le <b>Groupe</b>). Le Groupe est la branche banque de financement et d'investissement du groupe Crédit Agricole.</p> <p>Le Groupe inclut Crédit Agricole CIB FS, qui est une filiale consolidée de Crédit Agricole CIB. Crédit Agricole CIB FS n'a aucune filiale.</p>																												
<b>B.9</b>	<b>Prévision ou estimation du bénéfice</b>	Sans Objet. Crédit Agricole CIB FS ne formule aucune prévision ou estimation du bénéfice.																												
<b>B.10</b>	<b>Réserves contenues dans le rapport des Commissaires aux comptes</b>	Sans Objet. Le rapport d'audit ne contient aucune réserve s'agissant des informations financières historiques de Crédit Agricole CIB FS.																												
		<p style="text-align: center;"><b>Informations financières sélectionnées de Crédit Agricole CIB FS</b></p> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th style="text-align: left; width: 40%;"></th> <th style="text-align: center; width: 30%;"><b>Euros</b></th> <th style="text-align: center; width: 15%;"><b>31/12/2015</b></th> <th style="text-align: center; width: 15%;"><b>31/12/2014</b></th> </tr> <tr> <th></th> <th></th> <th style="text-align: center;"><b>(audités)</b></th> <th style="text-align: center;"><b>(audités)</b></th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Total bilan</td> <td></td> <td style="text-align: right; border-top: 1px solid black;">2.716.516.893</td> <td style="text-align: right; border-top: 1px solid black;">1.880.367.029</td> </tr> <tr> <td>Capital</td> <td></td> <td style="text-align: right;">225.000</td> <td style="text-align: right;">225.000</td> </tr> <tr> <td>Report à nouveau</td> <td></td> <td style="text-align: right;">(24.039)</td> <td style="text-align: right;">(24.665)</td> </tr> <tr> <td>Résultat net</td> <td></td> <td style="text-align: right;">2.570</td> <td style="text-align: right;">626</td> </tr> <tr> <td></td> <td style="text-align: center;"><b>Euros</b></td> <td style="text-align: center; border-top: 1px solid black;"><b>30/06/2016</b></td> <td style="text-align: center; border-top: 1px solid black;"><b>30/06/2015</b></td> </tr> </tbody> </table>		<b>Euros</b>	<b>31/12/2015</b>	<b>31/12/2014</b>			<b>(audités)</b>	<b>(audités)</b>	Total bilan		2.716.516.893	1.880.367.029	Capital		225.000	225.000	Report à nouveau		(24.039)	(24.665)	Résultat net		2.570	626		<b>Euros</b>	<b>30/06/2016</b>	<b>30/06/2015</b>
	<b>Euros</b>	<b>31/12/2015</b>	<b>31/12/2014</b>																											
		<b>(audités)</b>	<b>(audités)</b>																											
Total bilan		2.716.516.893	1.880.367.029																											
Capital		225.000	225.000																											
Report à nouveau		(24.039)	(24.665)																											
Résultat net		2.570	626																											
	<b>Euros</b>	<b>30/06/2016</b>	<b>30/06/2015</b>																											

		<b>(non auditées)</b>	<b>(non auditées)</b>
		<u>3.049.977.750</u>	<u>2.336.330.786</u>
	Total bilan	3.049.977.750	2.336.330.786
	Capital	225.000	225.000
	Report à nouveau	(21.469)	(24.039)
	Résultat net	0	0
	<b>Déclaration relative à la détérioration significative dans les perspectives de l'Émetteur depuis la date de ses derniers états financiers vérifiés et publiés</b>	Il n'y pas eu de détérioration significative dans les perspectives de Crédit Agricole CIB FS depuis 31 décembre 2015.	
	<b>Description des changements significatifs dans la situation financière ou commerciale de l'Émetteur survenus après la période couverte par les dernières informations historiques</b>	Sans objet. Il n'y pas eu de changements significatifs dans la situation financière ou commerciale de Crédit Agricole CIB FS survenus après le 30 juin 2016.	
<b>B.13</b>	<b>Évènements récents propres à l'Émetteur présentant un</b>	<b>1/ CESSION DE CRÉDIT AGRICOLE SECURITIES TAIWAN</b> Le 31 juillet 2013, le Groupe Crédit Agricole CIB s'est désengagé des activités de courtage avec notamment la cession du groupe CLSA BV à Citics International par CASA BV. La loi taiwanaise interdisant toute détention supérieure à 30 % d'une société taiwanaise par des intérêts chinois (République	

**intérêt  
significatif  
pour  
l'évaluation  
de  
sa solvabilité**

Populaire de Chine), les activités de CLSA à Taïwan ont été filialisées et revendues à Crédit Agricole Securities Asia BV. Dans le contrat de cession, Crédit Agricole Securities Asia BV s'était engagé à maintenir l'activité de courtage à Taïwan pendant une période de 2 ans. La signature d'un contrat de cession des titres avec une nouvelle contrepartie tierce a eu lieu au cours du deuxième trimestre 2015. La cession, validée par le régulateur local puis finalisée le 31 mai 2016, a permis de dégager une plus-value non significative.

## **2/ FONDS DE RÉOLUTION UNIQUE**

Le Fonds de résolution unique (FRU) a été instauré par le règlement (UE) n° 806/2014 en tant que dispositif de financement unique pour tous les États membres participant au Mécanisme de Surveillance Unique (MSU) institué par le règlement (UE) n° 1024/2013 du Conseil et au Mécanisme de Résolution Unique (MRU). Le FRU est financé par le secteur bancaire. Son niveau-cible est fixé à 1 % des dépôts garantis par le Fonds de Garantie des Dépôts et doit être atteint avant le 31 décembre 2023.

La contribution au fonds de résolution est payable en espèces, sous forme de cotisation annuelle, à hauteur de 85 %. Les 15 % restant font l'objet d'un engagement irrévocable de paiement collatéralisé, au moyen d'un dépôt de garantie en espèces dans les livres du fonds. Ce dernier est bloqué pour une durée égale à celle de l'engagement. À l'échéance, il est remboursable. Ainsi, au titre de l'année 2016 le Groupe Crédit Agricole CIB a versé 140 millions d'euros au titre de la cotisation annuelle contre 77 millions d'euros au 31 décembre 2015, comptabilisée en impôts et taxes au Compte de résultat.

## **3/ CONVENTION D'INTÉGRATION FISCALE**

Détenue directement ou indirectement à 97,33 % par Crédit Agricole S.A. (CASA), Crédit Agricole CIB (CACIB) fait partie du groupe d'intégration fiscale constitué par CASA et est tête du sous-groupe CACIB constitué avec ses filiales membres de l'intégration. En application de la convention d'intégration fiscale, le déficit du sous-groupe CACIB faisait l'objet jusqu'au 31 décembre 2015 d'une indemnisation par CASA dans la limite du montant du déficit individuel intégré de CACIB. Une révision de la convention d'intégration fiscale sur 2016 prévoit l'indemnisation par CASA des déficits générés à compter du 1er janvier 2016 par l'ensemble des filiales du sous-groupe CACIB et une monétisation des déficits en report du sous-groupe CACIB à cette date. Le montant de l'impôt de l'exercice intègre les conséquences de cette convention révisée à travers (cf. note « 4.10 Impôts » et note « 6.13 Actifs et passifs d'impôts courants et différés ») :

- i. une indemnisation du déficit du sous-groupe 2016 ;
- ii. une monétisation du déficit reportable du sous-groupe antérieur au 1er janvier 2016 ;
- iii. et en conséquence, une annulation des impôts différés actifs vis-à-vis de CASA ;
- iv. la constatation dans les comptes consolidés d'un impôt différé passif sur les



		<p>déficits générés par les filiales membres de l'intégration fiscale non consolidées pour matérialiser l'obligation de CACIB de restituer les sommes.</p> <p><b>4/ EURIBOR/LIBOR</b></p> <p>Le 7 décembre 2016, la Commission européenne a condamné solidairement Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB au paiement d'une amende de 114,7 millions d'euros dans le dossier Euribor. Ce paiement doit intervenir dans les 3 mois suivant la notification de la décision soit le 8 mars 2017 au plus tard. La Commission ne donne aucune clé de répartition entre Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB et laisse à celles-ci le soin de déterminer conventionnellement la quote-part de la pénalité affectée à chacune d'elles, conformément à la jurisprudence dégagée par la Cour de justice de l'Union européenne. Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB qui contestent cette décision ont décidé de déposer une requête en annulation devant le Tribunal de l'Union européenne. De nombreux arguments de procédure et de fond seront développés au soutien de cet appel. Dès lors, bien que la pénalité soit immédiatement exigible, elle pourrait être annulée. En attendant la décision des juges européens (cf. note « 6.18 Provisions »), Crédit Agricole S.A. a décidé de s'acquitter, à titre provisoire, de l'intégralité du montant de la pénalité. Il est rappelé que Crédit Agricole S.A. est, en sa qualité d'organe central, garant de la liquidité et de la solvabilité de l'ensemble de ses affiliés dont fait partie Crédit Agricole CIB.</p>
<b>B.14</b>	<b>Degré de dépendance de l'Émetteur à l'égard d'autres entités du Groupe</b>	<p>Merci de se reporter aux Éléments B.5. et B.16.</p> <p>Crédit Agricole CIB FS est dépendant de Crédit Agricole CIB.</p>
<b>B.15</b>	<b>Principales activités de l'Émetteur</b>	<p>Les principales activités de Crédit Agricole CIB sont les suivantes :</p> <p><b>Banque de financement</b> : la banque de financement regroupe les financements structurés et la banque commerciale.</p> <p><b>Banque de marchés et d'investissement</b> : la banque de marchés et d'investissement comprend les activités de marchés de capitaux, ainsi que de banque d'investissement.</p> <p><b>Gestion de fortune</b> : La Gestion de Fortune offre une approche sur-mesure permettant à chacun de ses clients de gérer, protéger et transmettre sa fortune au plus près de ses aspirations. Les équipes dédiées apportent conseils experts et services d'exception pour la gestion du patrimoine privé comme professionnel. Crédit Agricole CIB FS poursuit une activité de société financière, en émettant des warrants, des titres et autres instruments financiers.</p>
<b>B.16</b>	<b>Entité(s) ou personne(s)</b>	<p>Crédit Agricole CIB détient directement Crédit Agricole CIB FS à hauteur de 99,52% et contrôle donc Crédit Agricole CIB FS</p>

	<b>détenant ou contrôlant directement ou indirectement l'Émetteur et nature de ce contrôle</b>	
<b>B.18</b>	<b>Nature et portée de la garantie</b>	Le paiement de toutes les sommes dues en vertu des Titres est irrévocablement et inconditionnellement garanti par Crédit Agricole CIB conformément à une garantie en date du 1 <sup>er</sup> août 2016 (la <b>Garantie</b> ).
<b>B.19</b>	<b>Section B Informations relatives au Garant comme s'il était émetteur de titres similaires à ceux qui font l'objet de la garantie. Par conséquent, fournir les informations requises pour un résumé au titre de l'annexe concernée.</b>	Se reporter aux Éléments ci-dessous s'agissant de Crédit Agricole CIB agissant comme Garant.
<b>B.19 /B.1</b>	<b>Raison sociale et nom commercial du Garant</b>	Crédit Agricole Corporate and Investment Bank ( <b>Crédit Agricole CIB</b> ou le <b>Garant</b> ).
<b>B.19 /B.2</b>	<b>Siège social et forme juridique du Garant, législation</b>	Crédit Agricole Corporate and Investment Bank est une société anonyme (Conseil d'administration) de droit français régie par le droit commun des sociétés commerciales et notamment le Livre deuxième du Code de commerce. Son siège social se situe au 12, place des Etats-Unis, CS 70052, 92 547 Montrouge Cedex, France.

	<b>régissant ses activités et pays d'origine du Garant</b>	Crédit Agricole Corporate and Investment Bank est un établissement de crédit agréé en France habilité à traiter toutes les opérations de banque et à fournir tous services d'investissement et services connexes visés au Code monétaire et financier. À ce titre, la Société est soumise aux contrôles des autorités de supervision compétentes européennes et françaises, notamment la Banque centrale européenne et l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution. En sa qualité d'établissement de crédit habilité à fournir des services d'investissement, la Société est soumise aux dispositions du Code monétaire et financier en ce qu'il codifie notamment les dispositions relatives à l'activité et au contrôle des établissements de crédit et des prestataires de services d'investissement. La Société est affiliée depuis décembre 2011 au réseau du Crédit Agricole au sens du Code monétaire et financier.
<b>B.19 /B.4 b</b>	<b>Description de toutes les tendances connues touchant le Garant ainsi que les industries de son secteur</b>	<p>Les tendances connues affectant l'Émetteur et les sociétés du groupe Crédit Agricole CIB (le <b>Groupe</b>), et les secteurs d'activités dans lesquels le Groupe et l'Émetteur opèrent, comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'évolution permanente de l'environnement économique mondial ;</li> <li>- la réforme des ratios de solvabilité apportée par Bâle 3 (CRR/CRD4), dont l'exigence minimale de CET1 est de 4,5% en 2015 et pour les années suivantes ;</li> <li>- les discussions internationales en cours sur l'harmonisation des standards comptables ;</li> <li>- l'introduction de nouveau mécanisme de résolution à la fois national et européen ; et</li> <li>- les évolutions du cadre réglementaire imposant une maîtrise toujours plus fine du bilan, notamment pour le pilotage des indicateurs assis sur la taille total du bilan tels que le ratio de levier (qui doit être supérieur à 3%), le <i>Minimum Required Eligible Liabilities (MREL)</i> issu de la Directive Européenne <i>Bank Recovery and Resolution Directive (BRRD)</i> assis sur le total du passif et visant à assurer un niveau minimum de dette éligible au bail-in, le <i>Total Loss Absorbency Capacity (TLAC)</i> ainsi que les cotisations au Fonds de Résolution Unique (FRU) ou la <i>Bank Levy</i>.</li> </ul>
<b>B.19 /B.5</b>	<b>Description du Groupe du Garant et de la position du Garant au sein du Groupe</b>	<p>Se référer aux Éléments B.19/B.14 et B.19/B.16.</p> <p>Crédit Agricole CIB est directement détenu par Crédit Agricole SA, la société cotée du groupe Crédit Agricole (le <b>groupe Crédit Agricole</b>). Crédit Agricole CIB est la société-mère du Groupe Crédit Agricole CIB (le <b>Groupe</b>). Le Groupe est la branche banque de financement et d'investissement du groupe Crédit Agricole.</p>
<b>B.19 /B.9</b>	<b>Prévision ou estimation du bénéfice</b>	Sans Objet. Crédit Agricole CIB ne formule aucune prévision ou estimation du bénéfice.

<b>B.19</b> <b>/B.1</b> <b>0</b>	<b>Réserves</b> <b>contenues</b> <b>dans le</b> <b>rapport des</b> <b>Commissaires</b> <b>aux comptes</b>	Sans Objet. Le rapport d'audit ne contient aucune réserve s'agissant des informations financières historiques de Crédit Agricole CIB.		
<b>B.19</b> <b>/B.1</b> <b>2</b>	<b>Informations</b> <b>financières</b> <b>sélectionnées</b>	Informations financières sélectionnées de Crédit Agricole CIB		
		<b>(données consolidées en</b> <b>millions d'euros)</b>	<b>01/01/2016-</b> <b>31/12/2016</b> <b>(/auditées)</b>	<b>01/01/2015-</b> <b>31/12/2015</b> <b>(/auditées)</b>
		<b>Compte de résultat</b>		
		Produit net bancaire	4.936	5.205
		Résultat brut d'exploitation	1.856	2.138
		Résultat net	1.196	973
		<b>Résultat net (Part du</b> <b>groupe)</b>	<b>1.182</b>	<b>958</b>
		<b>(données consolidées en</b> <b>milliards d'euros)</b>	<b>31/12/2016</b> <b>(/auditées)</b>	<b>31/12/2015</b> <b>(/auditées)</b>
		Total du passif	524,3	549,3
		Prêts et créances sur les établissements de crédit et la clientèle	170,1	164,4
		Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	154,9	170,3
		Capitaux propres part du Groupe	19,5	17,4
		Total capitaux propres	19,6	17,5
		<b>Ratios prudentiels de</b> <b>Crédit Agricole CIB</b>	<b>31/12/2016</b> <b>Bâle 3</b> <b>(non auditées)</b>	<b>31/12/2015</b> <b>Bâle 3</b> <b>(non auditées)</b>
		CET1	11,7%	10,4%
		Tier 1	15,6%	13,8%
		Solvabilité global	18,1%	15,2%
	<b>Déclaration</b>	Il n'y pas eu de détérioration significative dans les perspectives de Crédit		

	<b>relative à la détérioration significative dans les perspectives du Garant depuis la date de ses derniers états financiers vérifiés et publiés</b>	Agricole CIB depuis le 31 décembre 2016.
	<b>Description des changements significatifs dans la situation financière ou commerciale du Garante survenus après la période couverte par les dernières informations historiques</b>	Sans objet. Il n'y pas eu de changements significatifs dans la situation financière ou commerciale de Crédit Agricole CIB survenus après le 31 décembre 2016.
<b>B.19</b> <b>/B.1</b> <b>3</b>	<b>Évènements récents propres au Garant présentant un intérêt significatif pour l'évaluation de</b>	<p><b>1/ CESSION DE CRÉDIT AGRICOLE SECURITIES TAIÏWAN</b></p> <p>Le 31 juillet 2013, le Groupe Crédit Agricole CIB s'est désengagé des activités de courtage avec notamment la cession du groupe CLSA BV à Citics International par CASA BV. La loi taiwanaise interdisant toute détention supérieure à 30 % d'une société taiwanaise par des intérêts chinois (République Populaire de Chine), les activités de CLSA à Taïwan ont été filialisées et revendues à Crédit Agricole Securities Asia BV. Dans le contrat de cession, Crédit Agricole Securities Asia BV s'était engagé à maintenir l'activité de courtage à Taïwan pendant une période de 2 ans. La signature d'un contrat de cession des titres avec une nouvelle contrepartie tierce a eu lieu au cours du deuxième trimestre 2015. La cession, validée par le régulateur local puis finalisée le 31 mai 2016, a permis de dégager une plus-value non significative.</p> <p><b>2/ FONDS DE RÉOLUTION UNIQUE</b></p> <p>Le Fonds de résolution unique (FRU) a été instauré par le règlement (UE) n°</p>

	<p><b>sa solvabilité</b></p> <p>806/2014 en tant que dispositif de financement unique pour tous les États membres participant au Mécanisme de Surveillance Unique (MSU) institué par le règlement (UE) n° 1024/2013 du Conseil et au Mécanisme de Résolution Unique (MRU). Le FRU est financé par le secteur bancaire. Son niveau-cible est fixé à 1 % des dépôts garantis par le Fonds de Garantie des Dépôts et doit être atteint avant le 31 décembre 2023.</p> <p>La contribution au fonds de résolution est payable en espèces, sous forme de cotisation annuelle, à hauteur de 85 %. Les 15 % restant font l'objet d'un engagement irrévocable de paiement collatéralisé, au moyen d'un dépôt de garantie en espèces dans les livres du fonds. Ce dernier est bloqué pour une durée égale à celle de l'engagement. À l'échéance, il est remboursable. Ainsi, au titre de l'année 2016 le Groupe Crédit Agricole CIB a versé 140 millions d'euros au titre de la cotisation annuelle contre 77 millions d'euros au 31 décembre 2015, comptabilisée en impôts et taxes au Compte de résultat.</p> <p><b>3/ CONVENTION D'INTÉGRATION FISCALE</b></p> <p>Détenue directement ou indirectement à 97,33 % par Crédit Agricole S.A. (CASA), Crédit Agricole CIB (CACIB) fait partie du groupe d'intégration fiscale constitué par CASA et est tête du sous-groupe CACIB constitué avec ses filiales membres de l'intégration. En application de la convention d'intégration fiscale, le déficit du sous-groupe CACIB faisait l'objet jusqu'au 31 décembre 2015 d'une indemnisation par CASA dans la limite du montant du déficit individuel intégré de CACIB. Une révision de la convention d'intégration fiscale sur 2016 prévoit l'indemnisation par CASA des déficits générés à compter du 1er janvier 2016 par l'ensemble des filiales du sous-groupe CACIB et une monétisation des déficits en report du sous-groupe CACIB à cette date. Le montant de l'impôt de l'exercice intègre les conséquences de cette convention révisée à travers (cf. note « 4.10 Impôts » et note « 6.13 Actifs et passifs d'impôts courants et différés ») :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>i. une indemnisation du déficit du sous-groupe 2016 ;</li> <li>ii. une monétisation du déficit reportable du sous-groupe antérieur au 1er janvier 2016 ;</li> <li>iii. et en conséquence, une annulation des impôts différés actifs vis-à-vis de CASA ;</li> <li>iv. la constatation dans les comptes consolidés d'un impôt différé passif sur les déficits générés par les filiales membres de l'intégration fiscale non consolidées pour matérialiser l'obligation de CACIB de restituer les sommes.</li> </ul> <p><b>4/ EURIBOR/LIBOR</b></p> <p>Le 7 décembre 2016, la Commission européenne a condamné solidairement Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB au paiement d'une amende de 114,7 millions d'euros dans le dossier Euribor. Ce paiement doit intervenir dans les 3 mois suivant la notification de la décision soit le 8 mars 2017 au plus tard. La Commission ne donne aucune clé de répartition entre Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB et laisse à celles-ci le soin de déterminer conventionnellement la quote-part de la pénalité affectée à chacune d'elles, conformément à la jurisprudence dégagée par la Cour de justice de l'Union européenne. Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB qui contestent cette décision ont décidé de déposer une requête en annulation devant le Tribunal de</p>
--	---

		l'Union européenne. De nombreux arguments de procédure et de fond seront développés au soutien de cet appel. Dès lors, bien que la pénalité soit immédiatement exigible, elle pourrait être annulée. En attendant la décision des juges européens (cf. note « 6.18 Provisions »), Crédit Agricole S.A. a décidé de s'acquitter, à titre provisoire, de l'intégralité du montant de la pénalité. Il est rappelé que Crédit Agricole S.A. est, en sa qualité d'organe central, garant de la liquidité et de la solvabilité de l'ensemble de ses affiliés dont fait partie Crédit Agricole CIB.
<b>B.19 /B.1 4</b>	<b>Degré de dépendance du Garant à l'égard d'autres entités du Groupe</b>	Merci de se reporter aux Éléments B.19/B.5. et B.19/B.16. Crédit Agricole CIB est dépendant de la situation financière de ses filiales et affiliés.
<b>B.19 /B.1 5</b>	<b>Principales activités du Garant</b>	Les principales activités de Crédit Agricole CIB sont les suivantes : <b>Banque de financement</b> : la banque de financement regroupe les financements structurés et la banque commerciale. <b>Banque de marchés et d'investissement</b> : la banque de marchés et d'investissement comprend les activités de marchés de capitaux, ainsi que de banque d'investissement. <b>Gestion de fortune</b> : La Gestion de Fortune offre une approche sur-mesure permettant à chacun de ses clients de gérer, protéger et transmettre sa fortune au plus près de ses aspirations. Les équipes dédiées apportent conseils experts et services d'exception pour la gestion du patrimoine privé comme professionnel.
<b>B.19 /B.1 6</b>	<b>Entité(s) ou personne(s) détenant ou contrôlant directement ou indirectement le Garant et nature de ce contrôle</b>	Crédit Agricole SA est la société mère de Crédit Agricole CIB et détient directement 97,33 pour cent des actions.
<b>Section C – Valeurs Mobilières</b>		
<b>C.1</b>	<b>Nature, catégorie et numéro d'identification des Titres offerts</b>	<u>Type :</u> Les titres de dette (les <b>Titres</b> ) émis par l'Émetteur sont des Titres dont le montant d'intérêts payable (le cas échéant) est indexé sur un taux de référence (un <b>Titre à Coupon Indexé</b> ). Les Titres peuvent également être désignés comme des <b>Titres Indexés sur Taux</b>

		<p>s'ils sont liés à un taux de référence.</p> <p><b><u>Code d'identification :</u></b>  Les Titres seront uniquement identifiés par le Code ISIN FR0013245552 et le Code Commun 158303086.</p>
<b>C.2</b>	<b>Devises</b>	<p>Les Titres seront libellés en Euro (<b>EUR</b>), les montants d'intérêts (le cas échéant) seront payables en EUR et tout montant au moment du remboursement sera libellé en EUR (la <b>Devise Prévue</b>).</p>
<b>C.5</b>	<b>Une description de toute restriction imposée à la libre négociabilité des Titres</b>	<p>Le libre transfert des Titres est soumis aux restrictions de vente des États-Unis d'Amérique et de l'Espace Économique Européen (incluant, la Belgique, la France, le Luxembourg, l'Allemagne, l'Italie, le Portugal, l'Espagne et le Royaume Uni), le Chili, le Japon, Hong Kong, Singapour, la Corée du Sud, Taiwan et les Philippines.</p> <p>Les Titres offerts et vendus en dehors des États-Unis d'Amérique au profit de personnes qui ne sont pas des ressortissants américains sur le fondement de la Réglementation S de la Loi Américaine sur les Valeurs Mobilières (<i>U.S. Securities Act</i>) de 1933, telle qu'amendée doivent respecter les restrictions de transfert.</p> <p>Les Titres détenus dans un système de compensation devront être transférés conformément aux règles, procédures et règlements de ce système de compensation.</p>
<b>C.8</b>	<b>Description des droits, rang et restrictions attachés aux Titres</b>	<p>Les Titres sont émis par souche (une <b>Souche</b>) ayant les modalités suivantes, concernant, entre autres choses, les points suivants.</p> <p><b><u>Droits</u></b></p> <p><b><u>Loi Applicable :</u></b>  Les Titres sont soumis au droit français.</p> <p><b><u>Garantie :</u></b>  Le paiement du principal et des intérêts des Titres est inconditionnellement et irrévocablement garanti par le Garant en vertu de la Garantie.</p> <p><b><u>Titres Assortis de Sûretés :</u></b>  Sans Objet. Les Titres ne sont pas des Titres Assortis de Sûretés.</p> <p><b><u>Cas d'Exigibilité Anticipée :</u></b>  En cas de survenance de l'un quelconque des évènements suivants (chacun, un <b>Cas d'Exigibilité Anticipée</b>):</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. l'une quelconque des sommes en principal ou intérêts dues sur les Titres ne serait pas payée, ou ne serait pas payée à sa date d'échéance, et, il ne serait pas remédié à ce manquement dans un certain délai suivant la réception par l'Émetteur d'une mise en demeure écrite à cet effet;</li> <li>2. l'Émetteur ou le Garant manquerait d'exécuter ou de respecter l'une quelconque de ses autres obligations respectives et (à moins que ce</li> </ol>



		<p>manquement ne soit pas remédiable, auquel cas il ne sera pas nécessaire de signifier la mise en demeure évoquée ci-après) l'Émetteur ou le Garant ne remédierait pas à ce manquement dans un certain délai suivant la réception par l'Émetteur ou le Garant (selon le cas) d'une mise en demeure écrite à cet effet; ou</p> <p>3. l'Émetteur fait l'objet de certains types de procédure d'insolvabilité ou d'administration proscrites; ou</p> <p>4. la Garantie cesserait d'être pleinement en vigueur et valable, ou le Garant prétendrait qu'elle n'est plus pleinement en vigueur et valable ;</p> <p>les Titres deviendront exigibles et payables sur notification de l'investisseur.</p> <p><b><u>Rang :</u></b></p> <p>Les Titres constituent des obligations directes, non subordonnées et non garanties de l'Émetteur.</p> <p><b><u>Limitations :</u></b></p> <p><b><u>Montant de Remboursement à la Juste Valeur de Marché :</u></b></p> <p>En résumé, le <b>Montant de Remboursement à la Juste Valeur de Marché</b> sera, en ce qui concerne un Titre, le montant déterminé comme représentant la juste valeur de marché du Titre à la date de remboursement anticipé (ou aux alentours de cette date), en tenant compte, sans caractère limitatif, de la déduction des Montants de Couverture [mais sans prendre en compte l'un quelconque des actifs qui a été, ou doit être, remis en garantis en relation avec les Titres ou (uniquement en cas de défaut de paiement en vertu des Titres ou de faillite de l'Émetteur et/ou du Garant) la situation financière de l'Émetteur concerné et/ou du Garant.</p> <p>Dans le cas où un Montant de Remboursement à la Juste Valeur de Marché a été calculé pour toute raison autre que la survenance d'un défaut de paiement en vertu des Titres ou d'une faillite de l'Émetteur et/ou du Garant, selon le cas (le <b>FMVRA Pre-Défaut</b>) et reste impayé à la date à laquelle survient le défaut de paiement en vertu des Titres ou la faillite de l'Émetteur et/ou du Garant (la <b>Date de Calcul du FMVRA Post-Défaut</b>), le FMVRA Pre-Défaut sera réputé être égal au Montant de Remboursement à la Juste Valeur de Marché tel que calculé à la Date de Calcul du FMVRA Post-Défaut (le <b>FMVRA Post-Défaut</b>) et le FMVRA Post-Défaut ne tiendra pas compte de la condition financière de l'Émetteur concerné et/ou du Garant.</p> <p>Le <b>Montant de Couverture</b> représente les pertes ou coûts (exprimés par un chiffre positif) de l'Émetteur concerné ou tout affilié concerné qui sont encourus ou tous gains (exprimés par un chiffre négatif) de l'Émetteur concerné ou tout affilié concerné réalisés dans le cadre du dénouement des opérations de couverture conclues en relation avec les Titres concernés (par l'Émetteur, le Garant ou indirectement par l'intermédiaire d'une filiale), étant précisé que le Montant de Couverture ne devra pas prendre en compte (uniquement en cas de défaut de paiement en vertu des Titres ou de faillite de l'Émetteur et/ou du</p>
--	--	--

		<p>Garant) la situation financière de l'Émetteur concerné et/ou du Garant.</p> <p>Le Montant de Remboursement à la Juste Valeur de Marché ne peut pas être un chiffre négatif.</p> <p><u>Retenue à la source :</u></p> <p>Tous les paiements en principal et intérêts effectués par ou pour le compte de l'Émetteur ou du Garant en vertu des Titres, seront opérés sans aucune retenue à la source ni déduction au titre de tous impôts, taxes, droits, présents ou futurs, de quelque nature, imposés ou prélevés par ou pour le compte des autorités françaises, à moins que la retenue à la source ou la déduction ne soit impérativement prescrites par la loi ou des lois auxquelles l'Émetteur, le Garant, ou leurs mandataires consentent de se soumettre, et ni l'Émetteur, ni le Garant ne seront responsables des taxes droits, d'une quelconque nature imposés ou prélevés par ces lois, règlements, directives ou accords.</p> <p><u>Prescription :</u></p> <p>Les Titres non présentés au paiement dans un délai de dix (10) ans (dans le cas du principal) et de cinq (5) ans (dans le cas des intérêts) à compter de la date d'exigibilité initiale seront prescrits.</p> <p><u>Remboursement pour Illégalité et Force Majeure :</u></p> <p>L'Émetteur aura droit de rembourser de manière anticipée les Titres en cas d'illégalité ou de force majeure.</p> <p><u>Substitution</u></p> <p>Crédit Agricole S.A. pourra être substitué à Crédit Agricole CIB en qualité de Garant relativement à tous les / une ou plusieurs catégories de Titres et aux Reçus et Coupons y afférents, sur décision conjointe de Crédit Agricole S.A. et de Crédit Agricole CIB, sans le consentement des Titulaires de Titres, des Titulaires de Reçus ou des Titulaires de Coupons. Si Crédit Agricole S.A. décide de se substituer à Crédit Agricole CIB en qualité de garant relativement aux Titres (dénommé en cette qualité, le <b>Garant Substitué</b>), Crédit Agricole CIB devra le notifier aux Titulaires de Titres trente (30) jours au moins et soixante (60) jours au plus à l'avance et, immédiatement après l'expiration de ce préavis, le Garant Substitué deviendra le Garant relativement aux Titres, Reçus et Coupons, aux lieu et place de Crédit Agricole CIB, et les Titulaires de Titres, les Titulaires de Reçus et les Titulaires de Coupons cesseront immédiatement de détenir des droits ou créances quelconques sur Crédit Agricole CIB. Cependant, aucune substitution de cette nature ne prendra effet si elle devait avoir pour conséquence, à la date de cette substitution, d'assujettir des paiements devant être effectués en vertu des Titres à une retenue à la source ou à une déduction qui n'aurait pas dû être opérée en l'absence de cette substitution.</p>
C.9	Intérêts, échéance et modalités de	<p>Merci de se référer à l'Élément C.8.</p> <p><i>Périodes d'Accumulation des Intérêts et Taux d'Intérêts :</i></p> <p>Les <b>Dates de Détermination des Intérêts</b> des Titres sont 2 (deux) Jours de</p>

	<b>remboursement, rendement et représentation des Titulaires</b>	<p>Règlement TARGET2 avant le dernier jour de la Période d'Accumulation des Intérêts concernée.</p> <p>Les <b>Dates de Paiement des Intérêts</b> des Titres sont annuelles le 19 mai de chaque année à compter du 19 mai 2018 (inclus) jusqu'à la Date d'Echéance (incluse).</p> <p>Les <b>Périodes d'Accumulation des Intérêts</b> des Titres sont annuelles.</p> <p>Les <b>Dates de Période d'Accumulation des Intérêts des Titres</b> sont sans objet.</p> <p>L'Agent de Calcul pour les Titres est Crédit Agricole CIB.</p> <p><i>Remboursement :</i></p> <p>Le remboursement des Titres est prévu le 19 mai 2027 par paiement de l'Émetteur du Montant Principal, sous réserve de l'Évènement Déclencheur de Remboursement Anticipé au gré de l'Émetteur.</p> <p><i>Titres à Coupon Indexé :</i> les Titres sont des Titres à Coupon Indexé qui sont des Titres Indexés sur Taux. Les Titres à Coupon Indexé porteront intérêts sur la base du Taux d'Intérêt Indexé (comme expliqué dans plus de détails à l'Élément C.10).</p> <p><b><u>Caractéristiques de Détermination du Coupon et du Remboursement :</u></b></p> <p>Sans Objet. Les Titres ne sont soumis à aucune caractéristique.</p> <p><b><u>Représentation des Titulaires :</u></b></p> <p>Les Titulaires seront, au titre de toutes les tranches d'une même Souche, automatiquement regroupés pour la défense de leurs intérêts communs en une masse régie par les dispositions du Code de commerce (la <b>Masse</b>). La Masse aura une personnalité juridique distincte et agira en partie par l'intermédiaire de son représentant (le <b>Représentant de la Masse</b>) et en partie par l'intermédiaire d'une assemblée générale des Titulaires.</p>
<b>C.10</b>	<b>Paiement des intérêts liés à un (des) instrument(s) dérivé(s)</b>	<p>Voir Élément C.9.</p> <p><i>Titres à Coupon Indexé :</i> Les Titres sont des <b>Titres à Coupon Indexé</b> qui portent intérêt sur la base du Taux d'Intérêt Indexé calculé conformément à la formule référencée ci-dessous et exprimé comme un pourcentage, la <b>Valeur Sous-Jacente</b> reflétant le taux du <b>Sous-Jacent</b> concerné (étant un <b>Taux de Référence</b>) (sans tenir compte d'une quelconque devise dans laquelle ce prix, niveau ou taux serait libellé le cas échéant) au moment concerné à la Date d'Observation des Intérêts tel que constaté par l'Agent de Calcul.</p> <p>Un montant d'intérêts calculé conformément à une Caractéristique de Détermination du Coupon est un <b>Montant d'Intérêts Indexé</b>.</p> <p><b><i>Coupon Fixe Standard</i></b> est applicable pour les Périodes d'Accumulation des Intérêts suivantes : chaque Période d'Accumulation des Intérêts comprise entre la Date de Début de Période d'Accumulation des Intérêts (incluse) et le 19 mai 2022 (exclu). Les Titres sont des Titres à Coupon Fixe Standard. Le Taux d'Intérêt Indexé applicable aux Titres est égal à 1,20 pour cent par an payable annuellement à terme échu.</p>

		<p><b>Coupon Flottant Standard</b> est applicable pour les Périodes d'Accumulation des Intérêts suivantes : chaque Période d'Accumulation des Intérêts comprise entre le 19 mai 2022 (inclus) et la Date d'Echéance (exclue) Les Titres sont aussi des Titres à Coupon Flottant Standard. Le Taux d'Intérêt Indexé applicable aux Titres est calculé à partir de la valeur la plus élevée entre le Plancher et la Valeur Sous-Jacente<sub>xy</sub>.</p> <p>La Valeur Sous-Jacente<sub>xy</sub> est le résultat de la soustraction entre Sous-Jacent<sub>x</sub> et Sous-Jacent<sub>y</sub>.</p> <p>Sous-Jacent<sub>x</sub>: EUR-CMS 30 ans</p> <p>Sous-Jacent<sub>y</sub>: EUR-CMS 2 ans</p> <p>Plancher : 0,00 pour cent</p>
C.11	<b>Cotation et admission à la négociation sur un marché réglementé</b>	Sans objet. Il n'est pas prévu que les Titres soient admis aux négociations.

<b>Section D – Risques</b>		
<b>D.2</b>	<b>Informations clés sur les principaux risques propres à l'Émetteur ou à son exploitation et son activité</b>	<p>Les facteurs de risque clés ci-après, inhérents à Crédit Agricole CIB FS en tant qu'Émetteur, à ses activités, au marché dans lequel il opère, et à sa structure peuvent altérer la capacité de l'Émetteur à remplir les obligations que lui imposent les Titres émis dans le cadre du Programme :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Risque de crédit de l'Émetteur et du Garant</li> </ul> <p>Les Titres constituent des engagements contractuels généraux et non assortis de sûretés de chaque Emetteur et d'aucune autre personne et la Garantie constitue des engagements contractuels généraux et non assortis de sûretés du Garant et d'aucune autre personne , qui viendront au même rang avec tous les autres engagements contractuels non assortis de sûretés de l'Émetteur et du Garant, respectivement et prendront rang après les engagements privilégiés, y compris ceux privilégiés en vertu de la loi. Les Titulaires de Titres se fient à la solvabilité de l'Émetteur concerné et, le cas échéant, du Garant et d'aucune autre personne.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Risque de contrepartie</li> </ul> <p>Le risque de crédit provient de l'incapacité ou du refus d'un client ou d'une contrepartie de s'acquitter de ses obligations envers Crédit Agricole CIB FS.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Risque de liquidité</li> </ul> <p>Le risque de liquidité est le risque que Crédit Agricole CIB FS rencontre des difficultés à réaliser ses actifs ou à lever les fonds nécessaires pour faire face à ses engagements.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Risque de taux</li> </ul> <p>L'exposition au risque de taux d'intérêt provient d'un déséquilibre entre les actifs,</p>

<b>Section D – Risques</b>		
		<p>passifs et éléments hors-bilan sensibles aux fluctuations de taux d'intérêt et ceux qui ne le sont pas.</p> <p>– Risque de change</p> <p>Le risque de change est le risque que la valeur d'un instrument financier fluctue en conséquence d'une variation des taux de change. Le risque de change auquel est exposé Crédit Agricole CIB FS résulte de l'émission d'emprunts en devises autres que l'euro.</p>
<b>D.3</b>	<b>Informations clés sur les principaux risques propres aux Titres</b>	<p>Les Titres présentent un niveau de risque important. Les investisseurs devraient avoir de l'expérience en matière d'options et de transactions sur options, comprendre les risques des transactions relatives aux Titres et parvenir à une décision d'investissement uniquement après avoir attentivement considéré, avec leurs conseils, dans quelle mesure les Titres leur conviennent compte tenu de leur situation financière particulière.</p> <p><b><i>Remboursement anticipé</i></b></p> <p>Certains évènements ou circonstances peuvent conduire à un remboursement des Titres avant leur date d'échéance prévue, y compris à la suite d'une option exercée par l'Émetteur. En ce cas, il est possible que les Titulaires ne soient pas en mesure de réinvestir les produits du remboursement de telle façon qu'ils puissent obtenir le rendement qu'ils auraient pu percevoir sur les Titres.</p> <p><b><i>Rang</i></b></p> <p>Les Titres constituent des obligations directes, non subordonnées et non garanties de l'Émetteur et, le cas échéant, du Garant, à l'exception de toute autre personne. Tout personne acquérant les Titres se base sur la qualité de crédit de l'Émetteur et du Garant et n'a aucun droit à l'encontre d'aucune autre personne en vertu des Modalités de Titres.</p> <p><b><i>Conflits d'intérêts</i></b></p> <p>Certains conflits d'intérêts potentiels existent ou peuvent naître entre les Titulaires et certaines autres parties, qui sont susceptibles d'affecter négativement les Titulaires.</p> <p><b><i>Accumulation des risques</i></b></p> <p>Des risques divers concernant les Titres peuvent être corrélés ou cumulatifs et cette corrélation et/ou ce caractère cumulatif peuvent entraîner une volatilité accrue de la valeur des Titres et/ou une augmentation des pertes pour les Titulaires.</p> <p><b><i>Risques juridiques et fiscaux</i></b></p> <p>Certains risques résultent de la législation applicable (y compris la législation fiscale) susceptible d'affecter négativement les Titulaires.</p> <p>Sans préjudice du caractère général des dispositions qui précèdent, les investisseurs doivent être conscients du fait que s'il est requis qu'un montant soit déduit de ou retenu sur un montant quelconque dû en vertu des Titres par</p>

<b>Section D – Risques</b>		
		<p>application des dispositions du <i>United States Hiring Incentives to Restore Employment Act de 2010</i> (la <b>Législation FATCA</b>) en matière de conformité fiscale des comptes étrangers, ni l'Émetteur ni aucune autre personne ne sera tenu(e) de verser un montant additionnel résultant de la déduction ou de la retenue de ce montant d'impôt. En conséquence, il est possible que les investisseurs reçoivent un montant moins important que prévu.</p> <p><b>Négociation des Titres sur le marché secondaire</b></p> <p>Il se peut qu'au moment de leur émission, il n'existe pas de marché établi où se négocient les Titres, et un tel marché peut ne jamais se développer. Si un tel marché se développe, il se peut qu'il ne soit pas très liquide. En conséquence, les investisseurs peuvent se trouver dans l'impossibilité de vendre leurs Titres facilement ou à des prix leur permettant d'obtenir le rendement anticipé ou un rendement comparable aux investissements similaires pour lesquels un marché secondaire s'est développé.</p> <p><b>Notations de crédit</b></p> <p>Les agences de notation peuvent attribuer des notations de crédit au Titres. Ces notations ne reflètent pas nécessairement l'impact potentiel de tous les risques et facteurs qui peuvent affecter la valeur des Titres. Une baisse de la notation attribuée aux Titres, le cas échéant, ou des titres de dette en vie émis par l'Émetteur ou le Garant peut entraîner une diminution de la valeur de négociation des Titres.</p> <p><b>Paiements dans une devise spécifiée</b></p> <p>L'Émetteur procédera au paiement du principal et des intérêts sur les Titres et le Garant effectuera les paiements en vertu de la Garantie dans la Devise Prévue. Cela présente certains risques relatifs aux conversions de devises dans le cas où les activités financières d'un investisseur sont principalement libellées dans une devise différente.</p>
<b>Section E – Offre</b>		
<b>E.2b</b>	<b>Raisons de l'offre et utilisation du produit de l'offre</b>	Sans Objet. Les raisons de l'offre et le produit net de l'émission sera utilisé pour les besoins de la réalisation d'un bénéfice et la couverture de certains risques.
<b>E.3</b>	<b>Modalités de l'offre</b>	<p>Les Titres seront offerts au public dans le cadre d'une Offre Non-Exemptée en Belgique</p> <p>Un investisseur qui souhaite acquérir ou qui acquiert des Titres quelconques auprès d'un Offrant Autorisé pourra le faire, et les offres et ventes des Titres à un investisseur par un Offrant Autorisé seront effectuées, conformément aux modalités, aux termes et autres accords conclus entre cet Offrant Autorisé et cet</p>

## Section D – Risques

investisseur, y compris s'agissant du prix, des allocations de Titres et des accords relatifs à leur règlement.

Prix d'Offre :

Prix d'Émission Aucune rémunération ou commission ne sera versée à Crédit Agricole Corporate and Investment Bank en sa qualité d'Agent Placeur.

Une rémunération de placement annuelle maximum de 1,00% par an du Montant Principal Total des Titres achetés par le Distributeur (tel que défini ci-dessous) sera payée chaque par l'Émetteur au Distributeur. Le versement de cette rémunération pourra être indifféremment réparti sur la durée de vie du produit par une rémunération à la Date d'Émission et/ou par des commissions annuelles.

Cette rémunération est calculée sur la base de la durée maximale des Titres. Elle est intégrée dans les termes des Titres et impacte le prix et le rendement des Titres. Elle rémunère le Distributeur pour la mise à disposition des Titres aux investisseurs et non pour les conseiller à les acheter. Si un Distributeur fournit du conseil en investissement aux investisseurs, le coût de ce service doit être convenu directement entre le Distributeur et les investisseurs.

Modalités auxquelles l'offre est soumise :

L'Émetteur se réserve le droit de retirer l'offre des Titres à tout moment avant la Date de Clôture de l'Offre (telle que définie ci-dessous) sans préavis. Afin d'éviter tout malentendu, si une application a été soumise par un investisseur potentiel et l'Émetteur exerce le droit précité, l'investisseur ne sera pas réputé avoir souscrit des Titres, l'ordre de souscription sera automatiquement annulé et le montant de souscription sera restitué à l'investisseur.

Décrire la procédure de souscription :

La Période d'Offre commencera le 19 avril 2017 et se terminera le 15 mai 2017 (la **Date de Clôture de l'Offre**).

## Section D – Risques

		<p>Les demandes de souscription seront reçues, dans la limite du nombre de Titres disponibles, par le Distributeur (défini ci-après).</p> <p>Les ordres de souscription peuvent être réduits en cas de sursouscription et tout montant excédentaire déjà payé par les souscripteurs sera remboursé sans délai et sans donner lieu à la compensation.</p>
	<p>Description de toute possibilité de réduire la souscription et le mode de remboursement des sommes excédentaires versées par les souscripteurs :</p>	<p>Il n'y a pas d'ordre de souscription maximum. Le montant minimum d'ordre de souscription doit être au moins égal à EUR 1.000 et représenter des multiples d'EUR 1.000.</p>
	<p>Informations sur le montant minimum et/ou maximum de souscription :</p>	
	<p>Informations sur la méthode et les dates limites de libération et de livraison des Titres :</p>	<p>La livraison des Titres sera effectuée à la Date d'Emission contre paiement du prix d'émission des Titres.</p> <p>L'allocation des Titres et les accords relatifs à leur règlement seront notifiés par l'Offrant Autorisé à l'Investisseur.</p>
	<p>Modalités et date de publication des résultats de l'offre :</p>	<p>Un avis indiquant les résultats de l'offre sera publié au plus tard à la Date d'Emission sur le site de l'Emetteur.</p>
	<p>Procédure d'exercice de tout droit préférentiel de souscription, la négociabilité des droits de souscription et le traitement réservé aux droits de souscription non exercés :</p>	<p>Non Applicable, il n'existe pas de tels droits</p>
	<p>Si une ou plusieurs tranches ont été réservées pour certains pays :</p>	<p>Non Applicable, les Titres étant exclusivement offerts en Belgique</p>
	<p>Procédure de notification aux souscripteurs du montant qui leur a été alloué et mention indiquant si la négociation peut commencer avant la notification :</p>	<p>En cas de sursouscription, les montants alloués seront notifiés par écrit aux souscripteurs. Dans tous les autres cas, les montants alloués seront égaux au montant d'ordre de souscription et aucune autre notification ne sera envoyée.</p> <p>Aucune opération sur les Titres ne pourra être exécutée avant la première des deux dates suivantes : (i) la date où une telle</p>



Section D – Risques		
		notification est faite et (ii) la Date d'Émission Montant de toute charge et de toute taxe spécifiquement imputées au souscripteur ou à l'acheteur : En dehors des commissions pouvant être demandées par le Distributeur, il n'y a pas d'autres charges ou taxes spécifiquement imputées au souscripteur ou à l'acheteur.
E.4	<b>Intérêts des personnes morales ou physiques impliquées dans l'émission</b>	Sans Objet. À la connaissance de l'Émetteur, aucune personne (autre que NV/SA Crélan, le Distributeur) impliquée dans l'offre de Titres n'a un intérêt déterminant à l'offre, en ce compris les conflits d'intérêts.
E.7	<b>Estimation des dépenses facturées à l'investisseur</b>	Sans Objet. Aucune dépense n'est mise à la charge de l'investisseur par l'Émetteur. Les dépenses estimées mise à la charge de l'investisseur par le Distributeur s'élèvent à 2,50 pour cent.

## SAMENVATTING

*Deze sectie geeft een samenvatting die voor de uitgifte van Effecten zal worden gebruikt*

Samenvattingen **bestaan** uit openbaarmakingvereisten die men "Elementen" noemt. Deze Elementen zijn genummerd in Secties A–E (A.1–E.7).

Deze samenvatting bevat alle Elementen die moeten worden opgenomen in een samenvatting voor dit type van effecten en emittenten. Sommige **Elementen** hoeven niet te worden besproken en derhalve is het mogelijk dat de volgorde van de nummering van de elementen hiaten vertoont.

Ook wanneer een Element vanwege het type van de effecten en emittenten in de samenvatting moet worden opgenomen, is het mogelijk dat er geen relevante informatie over het element kan worden gegeven. In dat geval wordt het element in **de** samenvatting beknopt beschreven door gebruik van de woorden "Niet van toepassing".

Sectie A – Inleiding en waarschuwingen		
A.1	<b>Inleiding en waarschuwingen</b>	Deze samenvatting moet worden gelezen als een inleiding tot het Basisprospectus. Elke beslissing om in Effecten te beleggen, dient gebaseerd te zijn op de bestudering van het gehele Basisprospectus door de belegger. Wanneer een vordering met betrekking tot de informatie in het Basisprospectus voor een rechtbank aanhangig wordt gemaakt, is het mogelijk dat de belegger die als eiser optreedt volgens de nationale wetgeving van de Lidstaten de kosten van de vertaling van het

<b>Sectie A – Inleiding en waarschuwingen</b>		
		<p>Basisprospectus moet dragen voordat de rechtsvordering wordt ingesteld.</p> <p>Burgerlijke aansprakelijkheid geldt uitsluitend voor de personen die de samenvatting, met inbegrip van eventuele vertalingen, hebben voorgesteld, maar alleen indien de samenvatting misleidend, onnauwkeurig of inconsistent is wanneer zij samen met de andere delen van het Basisprospectus wordt gelezen, of indien, wanneer de samenvatting samen met de andere delen van het Basisprospectus wordt gelezen, deze niet de kerngegevens bevat om beleggers te helpen bij hun overweging om in de Effecten te beleggen.</p>
<b>A.2</b>	<b>Toestemming voor het gebruik van het Basisprospectus</b>	<p>In de context van het aanbod van de Effecten in België (de <b>Jurisdictie van het Openbaar Aanbod</b>), stemt de Emittent in met het gebruik van het Basisprospectus, zoals aangevuld, waar het aanbod wordt gemaakt in omstandigheden waarin er geen vrijstelling geldt van de verplichting om een prospectus te publiceren overeenkomstig Richtlijn 2003/71/EG (en haar wijzigingen, met inbegrip van Richtlijn 2010/73/EU, in de mate waarin ze in de relevante Lidstaat geïmplementeerd is) (een <b>Niet-vrijgesteld Aanbod</b>) gedurende de periode van 19 april 2017 tot 15 mei 2017 (de <b>Aanbiedingsperiode</b>) en in de Jurisdictie van het Openbaar Aanbod door Crelan NV (Sylvain depuislaan 251, 1070 Brussel) (de <b>Distributeur</b>) en de Dealer (elk een <b>Geautoriseerde Aanbieder</b>).</p> <p>Indien enige Geautoriseerde Aanbieder de toestemming krijgt om het Basisprospectus gedurende de Aanbiedingsperiode te gebruiken, moet zulke Geautoriseerde Aanbieder voor de duur van de Aanbiedingsperiode op zijn website publiceren dat hij het Basisprospectus voor het relevante Niet-vrijgesteld Aanbod gebruikt met de toestemming van de Emittent en in overeenstemming met bepaalde voorwaarden.</p>
		<p>Een belegger die de intentie heeft Effecten te verwerven of die Effecten verwerft van een Geautoriseerde Aanbieder, zal dat doen, en aanbiedingen en verkopen van de Notes aan een belegger door een Geautoriseerde Aanbieder zullen gebeuren, overeenkomstig de voorwaarden en andere afspraken die bestaan tussen de Geautoriseerde Aanbieder en dergelijke belegger, met inbegrip van de prijsbepalingen en de afspraken voor de vereffening (de <b>Voorwaarden en Bepalingen van het Niet-vrijgesteld Aanbod</b>). De Emittent zal geen partij zijn bij dergelijke afspraken met beleggers (dealerandere dans dealers) in verband met het aanbod of de verkoop van de Effecten, en bijgevolg zullen het Basisprospectus en elke toepasselijke Definitieve Voorwaarden dergelijke informatie niet bevatten. De Voorwaarden en Bepalingen van het Niet-vrijgesteld Aanbod zullen op het ogenblik van het Niet-vrijgesteld Aanbod door de Geautoriseerde Aanbieder aan de beleggers worden verstrekt. De Emittent, de Garant en de dealers of andere Geautoriseerde Aanbieders zijn niet verantwoordelijk of aansprakelijk voor dergelijke informatie.</p>

Sectie B – Emittent en Garant		
<b>B.1</b>	<b>Wettelijke en handelsnaam van de Emittent</b>	Crédit Agricole CIB Financial Solutions ( <b>Crédit Agricole CIB FS</b> of de <b>Emittent</b> )
<b>B.2</b>	<b>Vestigingsplaats en rechtsvorm van de Emittent, wetgeving waaronder de Emittent handelt en land van oprichting van de Emittent</b>	Crédit Agricole CIB FS is een vennootschap met beperkte aansprakelijkheid die is opgericht in Frankrijk als een " <i>société anonyme</i> " met als geregistreerd adres 12, place des Etats-Unis, CS 70052, 92 547 Montrouge Cedex, Frankrijk. Crédit Agricole CIB FS handelt naar Frans recht.
<b>B.4b</b>	<b>Alle gekende tendensen die de Emittent en zijn activiteiten beïnvloeden</b>	<p>Gekende tendensen die een invloed hebben op de Emittent en de vennootschappen van de Crédit Agricole CIB Groep (de "<b>Groep</b>") en de sectoren waarin de Groep en de Emittent actief zijn, omvatten:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de voortdurende wijzigingen in het mondiale economische klimaat;</li> <li>- de hervorming van de solvabiliteitsratio's onder Basel 3 (VKV / RKV4), met een minimumvereiste voor Tier 1-kernkapitaal (CET1) van 4,5% in 2015 en voor de volgende jaren;</li> <li>- het aanhoudende internationale debat over de harmonisering van de boekhoudstandaarden;</li> <li>- de invoering van een nieuw afwikkelmechanisme op nationaal en Europees niveau; en</li> <li>- wijzigingen in het regelgevend kader die een steeds behoedzamer beheer van de balans opleggen, inclusief het beheer van indicatoren op basis van het totale balansvolume, zoals de hefboomratio (verplicht meer dan 3%), de minimumvereiste voor de in aanmerking komende passiva (Minimum Required Eligible Liabilities — MREL) uit de Europese richtlijn betreffende herstel en afwikkeling van banken op basis van de totale passiva om een minimale voor bail-in in aanmerking komende schuld te garanderen, het totaal verliesabsorberend vermogen (Total Loss Absorption Capacity – TLAC) en bijdragen aan het Gemeenschappelijk Afwikkelingsfonds of de Bankenheffing.</li> </ul>
<b>B.5</b>	<b>Beschrijving van de groep en van de positie van de Emittent in de groep</b>	<p>Zie ook Elementen B.14 en B.16.</p> <p>Crédit Agricole CIB wordt rechtstreeks gehouden door Crédit Agricole S.A., de beursgenoteerde entiteit van de groep Crédit Agricole S.A. (de <b>Crédit Agricole Groep</b>). Crédit Agricole CIB is de moedervenootschap van de Groep Crédit Agricole CIB (de <b>Groep</b>). De Groep is de divisie Corporate and</p>

		Investment Banking van de groep Crédit Agricole Groep. <b>Crédit Agricole CIB FS:</b> De Groep omvat Crédit Agricole CIB FS, een geconsolideerde dochtervennootschap van Crédit Agricole CIB. Crédit Agricole CIB FS heeft geen dochtervennootschappen.																																				
<b>B.9</b>	<b>Winstprognose of raming</b>	Niet van toepassing. Crédit Agricole CIB FS maakt geen winstprognoses of ramingen.																																				
<b>B.10</b>	<b>Kwalificaties in het auditrapport over historische financiële informatie</b>	<p>Niet van toepassing. Er staan geen kwalificaties in het auditrapport over historische financiële informatie voor Crédit Agricole CIB FS.</p> <p style="text-align: center;"><b>Geselecteerde financiële informatie van Crédit Agricole CIB FS</b></p> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th style="text-align: left;"><b>In euro's</b></th> <th style="text-align: right;"><b>31/12/2015</b></th> <th style="text-align: right;"><b>31/12/2014</b></th> </tr> <tr> <td></td> <th style="text-align: right;"><b>(gecontroleerd)</b></th> <th style="text-align: right;"><b>(gecontroleerd)</b></th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Balanstotaal</td> <td style="text-align: right;">2.716.516.893</td> <td style="text-align: right;">1.880.367.029</td> </tr> <tr> <td>Maatschappelijk kapitaal</td> <td style="text-align: right;">225.000</td> <td style="text-align: right;">225.000</td> </tr> <tr> <td>Overgedragen resultaat</td> <td style="text-align: right;">(24.039)</td> <td style="text-align: right;">(24.665)</td> </tr> <tr> <td>Netto resultaat</td> <td style="text-align: right;">2.570</td> <td style="text-align: right;">626</td> </tr> <tr> <td></td> <td style="text-align: right;"><b>30/06/2016</b></td> <td style="text-align: right;"><b>30/06/2015</b></td> </tr> <tr> <td></td> <th style="text-align: right;"><b>(niet gecontroleerd)</b></th> <th style="text-align: right;"><b>(niet gecontroleerd)</b></th> </tr> <tr> <td>Balanstotaal</td> <td style="text-align: right;">3.049.977.750</td> <td style="text-align: right;">2.336.330.786</td> </tr> <tr> <td>Maatschappelijk kapitaal</td> <td style="text-align: right;">225.000</td> <td style="text-align: right;">225.000</td> </tr> <tr> <td>Overgedragen resultaat</td> <td style="text-align: right;">(21.469)</td> <td style="text-align: right;">(24.039)</td> </tr> <tr> <td>Netto resultaat</td> <td style="text-align: right;">0</td> <td style="text-align: right;">0</td> </tr> </tbody> </table>	<b>In euro's</b>	<b>31/12/2015</b>	<b>31/12/2014</b>		<b>(gecontroleerd)</b>	<b>(gecontroleerd)</b>	Balanstotaal	2.716.516.893	1.880.367.029	Maatschappelijk kapitaal	225.000	225.000	Overgedragen resultaat	(24.039)	(24.665)	Netto resultaat	2.570	626		<b>30/06/2016</b>	<b>30/06/2015</b>		<b>(niet gecontroleerd)</b>	<b>(niet gecontroleerd)</b>	Balanstotaal	3.049.977.750	2.336.330.786	Maatschappelijk kapitaal	225.000	225.000	Overgedragen resultaat	(21.469)	(24.039)	Netto resultaat	0	0
<b>In euro's</b>	<b>31/12/2015</b>	<b>31/12/2014</b>																																				
	<b>(gecontroleerd)</b>	<b>(gecontroleerd)</b>																																				
Balanstotaal	2.716.516.893	1.880.367.029																																				
Maatschappelijk kapitaal	225.000	225.000																																				
Overgedragen resultaat	(24.039)	(24.665)																																				
Netto resultaat	2.570	626																																				
	<b>30/06/2016</b>	<b>30/06/2015</b>																																				
	<b>(niet gecontroleerd)</b>	<b>(niet gecontroleerd)</b>																																				
Balanstotaal	3.049.977.750	2.336.330.786																																				
Maatschappelijk kapitaal	225.000	225.000																																				
Overgedragen resultaat	(21.469)	(24.039)																																				
Netto resultaat	0	0																																				
	<b>Verklaring betreffende de beduidende nadelige</b>	Er heeft zich geen beduidende nadelige wijziging in de vooruitzichten van Crédit Agricole CIB FS voorgedaan sinds 31 december 2015.																																				

	<b>wijziging in de vooruitzichten van de Emittent sinds de datum van zijn laatste gecontroleerde en gepubliceerde financiële rekeningen</b>	
	<b>Beschrijving van de beduidende wijzigingen in de financiële of handelspositie van de Emittent na de periode gedekt door de laatste historische informatie</b>	Niet van toepassing. Er hebben zich geen beduidende wijzigingen in de financiële of handelspositie van Crédit Agricole CIB FS voorgedaan na 30 juni 2016.
<b>B.13</b>	<b>Recente gebeurtenissen met beduidende relevantie voor de beoordeling van de solvabiliteit van de Emittent</b>	<p><b>1/ AFSTAND VAN CREDIT AGRICOLE SECURITIES TAIWAN</b></p> <p>Op 31 juli 2013 trok Crédit Agricole CIB zich terug uit zijn makelaardij-activiteiten, met name met de vervreemding van de Groep CLSA BV aan Citics International door CASA BV. Aangezien de Taiwanese wetgeving verbiedt dat meer dan 30% van een Taiwanese onderneming in handen is van Chinese (Volksrepubliek China) belangen, werden de activiteiten van CLSA in Taiwan ondergebracht bij en doorverkocht aan Crédit Agricole Securities Asia BV. In het overdrachtcontract heeft Crédit Agricole Securities Asia BV zich ertoe verbonden om de makelaardij-activiteiten in Taiwan te behouden voor een periode van twee jaar. De ondertekening van een overeenkomst voor de verkoop van de effecten met een nieuwe derde tegenpartij vond plaats in het tweede kwartaal van 2015. Met deze verkoop, gevalideerd door de plaatselijke toezichthouder en afgerond op 31 mei 2016, kon een niet beduidende meerwaarde worden gegenereerd.</p> <p><b>2/ GEMEENSCHAPPELIJK AFWIKKELINGSFONDS</b></p> <p>Het gemeenschappelijk afwikkelingsfonds (GAF) werd ingesteld door Verordening (EU) nr. 806/2014 als een gemeenschappelijk financieringsmechanisme voor alle lidstaten die deelnemen in het gemeenschappelijk toezichtmechanisme (GTM), ingesteld door Verordening (EU) nr. 1024/2013 van de Raad en in het gemeenschappelijk afwikkelingsmechanisme (GAM). Het GAF wordt gefinancierd door de bankensector. Het beoogde niveau van het Fonds bedraagt 1% van het bedrag van de deposito's die gedekt worden door het depositogarantiefonds en moet tegen 31 december 2023 bereikt zijn. 85% van de bijdragen aan het</p>

afwikkelingsfonds is betaalbaar in contanten onder de vorm van een jaarlijkse bijdrage. De resterende 15% is onderworpen aan een onherroepelijke betaalverbintenis, gewaarborgd door een cashdeposito als onderpand dat wordt aangehouden door het Fonds. Het deposito wordt geblokkeerd voor de duur van de verbintenis. Op de eindvervaldag is het terugbetaalbaar. Zo betaalde Crédit Agricole CIB Groep voor het jaar 2016 een bedrag van € 140 miljoen als jaarlijkse bijdrage tegenover € 77 miljoen op 31 december 2015, op de winst- en verliesrekening geboekt in belastingen en heffingen.

### **3/ FISCAAL INTEGRATIECONTRACT**

Crédit Agricole CIB (CACIB), voor 97,33% rechtstreeks of onrechtstreeks in handen van Crédit Agricole S.A. (CASA), maakt deel uit van de door CASA opgerichte fiscale integratiegroep en staat aan het hoofd van de subgroep CACIB die bestaat uit de dochtervennootschappen die lid zijn van de integratie. Overeenkomstig het fiscaal integratiecontract maakte het tekort van de subgroep CACIB tot 31 december 2015 het voorwerp uit van een vergoeding door CASA binnen de limiet van het bedrag van het geïntegreerde individuele tekort van CACIB. Een herziening van het fiscale integratiecontract voor 2016 voorziet in de vergoeding door CASA van de gegenereerde tekorten vanaf 1 januari 2016 door alle dochtervennootschappen van de subgroep CACIB en een monetisering van de uitgestelde tekorten van de subgroep CACIB op die datum. Het bedrag van de belasting van het boekjaar integreert de gevolgen van dit herziene contract via (zie nota “4.10 Belastingen” en nota “6.13 Uitgestelde belastingen - activa en verplichtingen”):

- i. een vergoeding van het tekort van de subgroep 2016;
- ii. een monetisering van het overgedragen tekort van de subgroep vóór 1 januari 2016
- iii. en, bijgevolg, een annulering van de uitgestelde belastingen - activa tegenover CASA;
- iv. de vaststelling in de geconsolideerde rekening van een uitgestelde belasting - verplichtingen op de niet geconsolideerde gegenereerde tekorten door de dochtervennootschappen die deel uitmaken van de fiscale integratie om de verplichting van CACIB om de bedragen terug te geven, te verwezenlijken.

### **4/ EURIBOR/LIBOR**

Op 7 december 2016 heeft de Europese Commissie Crédit Agricole SA. en Crédit Agricole CIB hoofdelijk veroordeeld tot de betaling van een boete van 114,7 miljoen euro in het Euribor-dossier. Die boete moet binnen de drie maanden na de kennisgeving van de beslissing worden betaald, dus uiterlijk 8 maart 2017. De Commissie geeft geen verdeelsleutel tussen Crédit Agricole S.A. en Crédit Agricole CIB en laat hen zelf onderling bepalen welke bijdrage tot de boete ze elk zullen betalen, overeenkomstig de rechtspraak van het Hof van Justitie van de Europese Unie.

Crédit Agricole S.A. en Crédit Agricole CIB betwisten deze beslissing en hebben beslist om een beroep tot nietigverklaring aan te tekenen bij het Hof

		van Justitie van de Europese Unie. Tot staving van dit beroep zullen talrijke procedure- en inhoudelijke argumenten worden ontwikkeld. Hoewel de boete onmiddellijk opeisbaar is, is het dus mogelijk dat ze nietig wordt verklaard. In afwachting van de beslissing van de Europese rechters (zie nota “6.18 Voorzieningen”) heeft Crédit Agricole S.A. beslist om voorlopig het volledige bedrag van de boete te betalen. Er zij aan herinnerd dat Crédit Agricole S.A., in haar hoedanigheid als centraal orgaan, garant staat voor de liquiditeit en de solvabiliteit van al haar dochtervennootschappen waarvan Crédit Agricole CIB deel uitmaakt.
<b>B.14</b>	<b>Afhankelijkheid van de Emittent van andere entiteiten binnen de groep</b>	Zie Elementen B.5 en B.16. Crédit Agricole CIB FS is afhankelijk van Crédit Agricole CIB.
<b>B.15</b>	<b>Beschrijving van de hoofdactiviteiten van de Emittent</b>	De hoofdactiviteiten van Crédit Agricole CIB zijn voornamelijk: <b>Financiering:</b> De financieringsactiviteit combineert structured finance met commercieel bankieren in en buiten Frankrijk. Bij beide activiteiten is banksyndicatie betrokken. <b>Kapitaalmarkten en investment banking:</b> Deze activiteit omvat kapitaalmarkten en makelarij, alsook investment banking. <b>Wealth Management:</b> Wealth Management biedt een op maat gemaakte aanpak zodat elke individuele klant zijn activa kan beheren, beschermen en overdragen op een manier die het best past bij zijn verzuchtingen. De gespecialiseerde teams bieden deskundige en uitzonderlijke diensten voor het beheer van zowel het private als professionele vermogen. Crédit Agricole CIB FS fungeert als financieringsvehikel en geeft warrants, effecten en andere financiële instrumenten uit.
<b>B.16</b>	<b>Entiteit(en) of perso(o)n(en) die de Emittent rechtstreeks of niet rechtstreeks bezitten of controleren en de aard van die controle</b>	Crédit Agricole CIB bezit rechtstreeks 99,52 procent van Crédit Agricole CIB FS en controleert dus Crédit Agricole CIB FS.
<b>B.18</b>	<b>Een beschrijving van de aard en het bereik van de garantie</b>	De betaling van alle verschuldigde bedragen met betrekking tot de Effecten wordt onherroepelijk en onvoorwaardelijk gewaarborgd door Crédit Agricole CIB, overeenkomstig de garantie van 1 augustus 2016 (de <b>Garantie</b> ).
<b>B.19</b>	<b>Informatie van</b>	Zie de onderstaande Elementen met betrekking tot Crédit Agricole CIB, als

	<p><b>Sectie B over de Garant alsof hij de Emittent zou zijn van hetzelfde type van effect dat het voorwerp is van de garantie. Verstrek dergelijke informatie in geval vereist voor een samenvatting van de relevante bijlage.</b></p>	Garant.
<b>B.19 /B.1</b>	<b>Wettelijke en handelsnaam van de Garant</b>	Crédit Agricole Corporate and Investment Bank ( <b>Crédit Agricole CIB</b> of de <b>Garant</b> )
<b>B.19 /B.2</b>	<b>Vestigingsplaats en rechtsvorm van de Garant, wetgeving waaronder de Garant handelt en land van oprichting van de Garant</b>	<p>Crédit Agricole Corporate and Investment Bank is een Franse <i>Société Anonyme</i> (naamloze vennootschap) met een Raad van Bestuur die wordt beheerst door het gewone vennootschapsrecht, in het bijzonder het Tweede Boek van het Franse Wetboek van Koophandel (<i>Code de Commerce</i>). Haar geregistreerde adres is 12, place des Etats-Unis, CS 70052, 92 547 Montrouge Cedex, Frankrijk.</p> <p>Crédit Agricole Corporate and Investment Bank is een goedgekeurde kredietinstelling in Frankrijk die bevoegd is om bancaire activiteiten uit te voeren en alle beleggingsdiensten en aanverwante diensten te verlenen als bedoeld in de Franse Wet inzake Monetaire en Financiële aangelegenheden (<i>Code monétaire et financier</i>). In dit opzicht is de Vennootschap onderhevig aan de controle van de bevoegde Europese en Franse toezichthoudende autoriteiten, met name de Europese Centrale Bank en de Franse Autoriteit voor Prudentieel Toezicht en Afwikkeling (<i>ACPR</i>). In haar hoedanigheid als kredietinstelling die bevoegd is om beleggingsdiensten te verlenen, is de Vennootschap onderhevig aan de bepalingen van de Franse Wet inzake Monetaire en Financiële aangelegenheden (<i>Code monétaire et financier</i>), in het bijzonder de bepalingen ten aanzien van de activiteiten en controle van de kredietinstellingen en beleggingsondernemingen. De Vennootschap maakt sinds december 2011 deel uit van het netwerk van Crédit Agricole in de zin van de Franse Wet inzake Monetaire en Financiële aangelegenheden.</p>
<b>B.19 /B.4 b</b>	<b>Bekende tendensen die de Garant en</b>	Gekende tendensen die een invloed hebben op de Emittent en de vennootschappen van de Crédit Agricole CIB Groep (de <b>Groep</b> ) en de sectoren waarin de Groep en de Emittent actief zijn, omvatten:



	<b>haar activiteiten beïnvloeden</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- de voortdurende wijzigingen in het mondiale economische klimaat;</li> <li>- de hervorming van de solvabiliteitsratio's onder Basel 3 (VKV / RKV4), met een minimumvereiste voor Tier 1-kernkapitaal (CET1) van 4,5% in 2015 en voor de volgende jaren;</li> <li>- het aanhoudende internationale debat over de harmonisering van de boekhoudstandaarden;</li> <li>- de invoering van een nieuw afwikkelmechanisme op zowel nationaal als Europees niveau; en</li> <li>• wijzigingen in het regelgevend kader die een steeds behoedzamer beheer van de balans opleggen, inclusief het beheer van indicatoren op basis van het totale balansvolume, zoals de hefboomratio (verplicht meer dan 3%), de minimumvereiste voor de in aanmerking komende passiva (Minimum Required Eligible Liabilities — MREL) uit de Europese richtlijn betreffende herstel en afwikkeling van banken op basis van de totale passiva om een minimale voor bail-in in aanmerking komende schuld te garanderen, het totaal verliesabsorberend vermogen (Total Loss Absorption Capacity – TLAC) en bijdragen aan het Gemeenschappelijk Afwikkelingsfonds of de Bankenhoeffing.</li> </ul>			
<b>B19/ B.5</b>	<b>Beschrijving van de groep en van de positie van de Garant binnen de groep</b>	Zie ook Elementen B.19/B.4 en B.19/B.16. Crédit Agricole CIB wordt rechtstreeks gehouden door Crédit Agricole S.A., de beursgenoteerde entiteit van de groep Crédit Agricole S.A. (de <b>Crédit Agricole Groep</b> ). Crédit Agricole CIB is de moedervenootschap van de Crédit Agricole CIB Groep (de Groep). De Groep is de divisie Corporate and Investment Banking van de groep Crédit Agricole S.A.			
<b>B.19 /B.9</b>	<b>Winstprognose of raming</b>	Niet van toepassing. Crédit Agricole CIB maakt geen winstprognoses of ramingen.			
<b>B.19 /B.1 0</b>	<b>Kwalificaties in het auditrapport over historische financiële informatie</b>	Niet van toepassing. Er staan geen kwalificaties in het auditrapport over historische financiële informatie voor Crédit Agricole CIB.			
<b>B.19 /B.1 2</b>	<b>Geselecteerde belangrijke financiële informatie</b>	<p style="text-align: center;"><b><u>Geselecteerde financiële informatie van Crédit Agricole CIB</u></b></p> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 50%; vertical-align: top;">(geconsolideerde data in miljoenen euro's)</td> <td style="width: 20%; text-align: center; vertical-align: top;">01/01/2016- 31/12/2016 (gecontroleerd)</td> <td style="width: 30%; text-align: center; vertical-align: top;">01/01/2015- 31/12/2015 (gecontroleerd)</td> </tr> </table> <hr style="border: 1px solid black; margin-top: 10px;"/>	(geconsolideerde data in miljoenen euro's)	01/01/2016- 31/12/2016 (gecontroleerd)	01/01/2015- 31/12/2015 (gecontroleerd)
(geconsolideerde data in miljoenen euro's)	01/01/2016- 31/12/2016 (gecontroleerd)	01/01/2015- 31/12/2015 (gecontroleerd)			

<b>Resultaatrekening</b>		
Opbrengsten	4.936	5.205
Bruto bedrijfsopbrengsten	1.856	2.138
Netto resultaat	1.196	973
<b>Netto resultaat (aandeel groep)</b>	<b>1.182</b>	<b>958</b>
<b>(geconsolideerde data in miljarden euro's)</b>	<b>31/12/2016 (gecontroleerd)</b>	<b>31/12/2015 (gecontroleerd)</b>
Totale passiva en Eigen Vermogen plus vrije reserves	524,3	549,3
Leningen en voorschotten aan banken en cliënten	170,1	164,4
Verschuldigd aan banken en cliënten	154,9	170,3
Eigen Vermogen, Aandeel Groep	19,5	17,4
Totaal Eigen Vermogen plus vrije reserves	19,6	17,5
	<b>31/12/2016 (Basel 3) (niet gecontroleerd)</b>	<b>31/12/2015 (Basel 3) (niet gecontroleerd)</b>
<b>Crédit Agricole CIB</b>		
Core Tier 1 solvabiliteitsratio	11,7%	10,4%
Tier 1 solvabiliteitsratio	15,6%	13,8%
Totale	18,1%	15,2%

		solvabiliteitsratio
	<b>Verklaring betreffende de beduidende nadelige wijziging in de vooruitzichten van de Garant sinds de datum van zijn laatste gecontroleerde en gepubliceerde financiële rekeningen</b>	Niet van toepassing. Er heeft zich geen beduidende nadelige wijziging in de vooruitzichten van Crédit Agricole CIB voorgedaan sinds 31 december 2016.
	<b>Beschrijving van beduidende wijzigingen in de financiële en handelspositie van de Garant na de periode gedekt door de laatste historische informatie</b>	Niet van toepassing. Er hebben zich geen beduidende wijzigingen in de financiële of handelspositie van Crédit Agricole CIB voorgedaan na 31 december 2016.
<b>B.19 /B.1 3</b>	<b>Recente gebeurtenissen met beduidende relevantie voor de beoordeling van de solvabiliteit van de Garant</b>	<p><b>1/ AFSTAND VAN CREDIT AGRICOLE SECURITIES TAIWAN</b></p> <p>Op 31 juli 2013 trok Crédit Agricole CIB zich terug uit zijn makelaardij-activiteiten, met name met de vervreemding van de Groep CLSA BV aan Citics International door CASA BV. Aangezien de Taiwanese wetgeving verbiedt dat meer dan 30% van een Taiwanese onderneming in handen is van Chinese (Volksrepubliek China) belangen, werden de activiteiten van CLSA in Taiwan ondergebracht bij en doorverkocht aan Crédit Agricole Securities Asia BV. In het overdrachtcontract heeft Crédit Agricole Securities Asia BV zich ertoe verbonden om de makelaardij-activiteiten in Taiwan te behouden voor een periode van twee jaar. De ondertekening van een overeenkomst voor de verkoop van de effecten met een nieuwe derde tegenpartij vond plaats in het tweede kwartaal van 2015. Met deze verkoop, gevalideerd door de plaatselijke toezichthouder en afgerond op 31 mei 2016, kon een niet beduidende meerwaarde worden gegenereerd.</p> <p><b>2/ GEMEENSCHAPPELIJK AFWIKKELINGSFONDS</b></p> <p>Het gemeenschappelijk afwikkelingsfonds (GAF) werd ingesteld door Verordening (EU) nr. 806/2014 als een gemeenschappelijk</p>

financieringsmechanisme voor alle lidstaten die deelnemen in het gemeenschappelijk toezichtmechanisme (GTM), ingesteld door Verordening (EU) nr. 1024/2013 van de Raad en in het gemeenschappelijk afwikkelingsmechanisme (GAM). Het GAF wordt gefinancierd door de bankensector. Het beoogde niveau van het Fonds bedraagt 1% van het bedrag van de deposito's die gedekt worden door het depositogarantiefonds en moet tegen 31 december 2023 bereikt zijn. 85% van de bijdragen aan het afwikkelingsfonds is betaalbaar in contanten onder de vorm van een jaarlijkse bijdrage. De resterende 15% is onderworpen aan een onherroepelijke betaalverbintenis, gewaarborgd door een cashdeposito als onderpand dat wordt aangehouden door het Fonds. Het deposito wordt geblokkeerd voor de duur van de verbintenis. Op de eindvervaldag is het terugbetaalbaar. Zo betaalde Crédit Agricole CIB Groep voor het jaar 2016 een bedrag van € 140 miljoen als jaarlijkse bijdrage tegenover € 77 miljoen op 31 december 2015, op de winst- en verliesrekening geboekt in belastingen en heffingen.

### **3/ FISCAAL INTEGRATIECONTRACT**

Crédit Agricole CIB (CACIB), voor 97,33% rechtstreeks of onrechtstreeks in handen van Crédit Agricole S.A. (CASA), maakt deel uit van de door CASA opgerichte fiscale integratiegroep en staat aan het hoofd van de subgroep CACIB die bestaat uit de dochtervennootschappen die lid zijn van de integratie. Overeenkomstig het fiscaal integratiecontract maakte het tekort van de subgroep CACIB tot 31 december 2015 het voorwerp uit van een vergoeding door CASA binnen de limiet van het bedrag van het geïntegreerde individuele tekort van CACIB. Een herziening van het fiscale integratiecontract voor 2016 voorziet in de vergoeding door CASA van de gegenereerde tekorten vanaf 1 januari 2016 door alle dochtervennootschappen van de subgroep CACIB en een monetisering van de uitgestelde tekorten van de subgroep CACIB op die datum. Het bedrag van de belasting van het boekjaar integreert de gevolgen van dit herziene contract via (zie nota "4.10 Belastingen" en nota "6.13 Uitgestelde belastingen - activa en verplichtingen"):

- i. een vergoeding van het tekort van de subgroep 2016;
- ii. een monetisering van het overgedragen tekort van de subgroep vóór 1 januari 2016
- iii. en, bijgevolg, een annulering van de uitgestelde belastingen - activa tegenover CASA;
- iv. de vaststelling in de geconsolideerde rekening van een uitgestelde belasting - verplichtingen op de niet geconsolideerde gegenereerde tekorten door de dochtervennootschappen die deel uitmaken van de fiscale integratie om de verplichting van CACIB om de bedragen terug te geven, te verwezenlijken.

### **4/ EURIBOR/LIBOR**

Op 7 december 2016 heeft de Europese Commissie Crédit Agricole SA. en Crédit Agricole CIB hoofdelijk veroordeeld tot de betaling van een boete van 114,7 miljoen euro in het Euribor-dossier. Die boete moet binnen de drie maanden na de kennisgeving van de beslissing worden betaald, dus uiterlijk 8

		<p>maart 2017. De Commissie geeft geen verdeelsleutel tussen Crédit Agricole S.A. en Crédit Agricole CIB en laat hen zelf onderling bepalen welke bijdrage tot de boete ze elk zullen betalen, overeenkomstig de rechtspraak van het Hof van Justitie van de Europese Unie.</p> <p>Crédit Agricole S.A. en Crédit Agricole CIB betwisten deze beslissing en hebben beslist om een beroep tot nietigverklaring aan te tekenen bij het Hof van Justitie van de Europese Unie. Tot staving van dit beroep zullen talrijke procedure- en inhoudelijke argumenten worden ontwikkeld. Hoewel de boete onmiddellijk opeisbaar is, is het dus mogelijk dat ze nietig wordt verklaard. In afwachting van de beslissing van de Europese rechters (zie nota “6.18 Voorzieningen”) heeft Crédit Agricole S.A. beslist om voorlopig het volledige bedrag van de boete te betalen. Er zij aan herinnerd dat Crédit Agricole S.A., in haar hoedanigheid als centraal orgaan, garant staat voor de liquiditeit en de solvabiliteit van al haar dochtervennootschappen waarvan Crédit Agricole CIB deel uitmaakt.</p>
<b>B.19 /B.1 4</b>	<b>Afhankelijkheid van de Garant van andere entiteiten binnen de groep</b>	<p>Zie Elementen B.19/B.5 en B.19/B.16.</p> <p>Crédit Agricole CIB is afhankelijk van de prestaties van haar dochtervennootschappen en verbonden vennootschappen.</p>
<b>B.19 /B.1 5</b>	<b>Beschrijving van de hoofdactiviteiten van de Garant</b>	<p>De hoofdactiviteiten van Crédit Agricole CIB zijn voornamelijk:</p> <p><b>Financiering:</b> De financieringsactiviteit combineert structured finance met commercieel bankieren in en buiten Frankrijk. Bij beide activiteiten is banksyndicatie betrokken.</p> <p><b>Kapitaalmarkten en investment banking:</b> Deze activiteit omvat kapitaalmarkten en makelarij, alsook investment banking.</p> <p><b>Wealth Management:</b> Wealth Management biedt een op maat gemaakte aanpak zodat elke individuele klant zijn activa kan beheren, beschermen en overdragen op een manier die het best past bij zijn verzuchtingen. De gespecialiseerde teams bieden deskundige en uitzonderlijke diensten voor het beheer van zowel het private als professionele vermogen.</p>
<b>B.19 /B.1 6</b>	<b>Beschrijving of de Garant rechtstreeks of niet-rechtstreeks wordt gehouden of gecontroleerd, door wie, en wat de aard van de controle is</b>	<p>Crédit Agricole S.A. is de directe moedervernootschap van Crédit Agricole CIB, met een aandeel van 97,33 procent.</p>

<b>Sectie C – Effecten</b>		
<b>C.1</b>	<b>Type, categorie en identificatienummer van de aangeboden Effecten</b>	<p><u>Type:</u> De effecten (<b>Effecten</b>) uitgegeven door de Emittent zijn Effecten waarvan het (indien aanwezig) als interest te betalen bedrag gekoppeld is aan een index (<b>Index Linked Effecten</b>).</p> <p><u>Identificatiecode:</u> De Effecten zullen een unieke identificatie hebben in de vorm van de ISIN-code FR0013245552 en de Common Code 158303086.</p>
<b>C.2</b>	<b>Valuta</b>	De Effecten zullen worden uitgedrukt in Euro ( <b>EUR</b> ), de interestbedragen (indien aanwezig) zullen betaalbaar zijn in EUR en elk bedrag betaalbaar bij terugbetaling zal uitgedrukt zijn in EUR (de <b>Vermelde Valuta</b> ).
<b>C.5</b>	<b>Beschrijving van beperkingen op de vrije overdraagbaarheid van de Effecten</b>	<p>De vrije overdracht van de Effecten is onderworpen aan de verkoopbeperkingen van de Verenigde Staten en de Europese Economische Ruimte (met inbegrip van België, Frankrijk, Luxemburg, Duitsland, Italië, Portugal, Spanje en het Verenigd Koninkrijk), Chili, Japan, Hongkong, Singapore, Zuid-Korea, Taiwan en de Filipijnen.</p> <p>Effecten die buiten de Verenigde Staten worden aangeboden en worden verkocht aan niet-ingezetenen van de Verenigde Staten in overeenstemming met Regulation S van de <i>U.S. Securities Act</i> van 1933, zoals aangepast, moeten de verkoopbeperkingen naleven.</p> <p>Effecten die in een clearingsysteem worden gehouden, moeten worden overgedragen volgens de regels, procedures en reglementen van dat clearingsysteem.</p>
<b>C.8</b>	<b>Beschrijving van de aan de Effecten gehechte rechten, rang en beperkingen</b>	<p>De Effecten worden uitgegeven in een reeks (een <b>Reeks</b>) die voorwaarden en bepalingen bevat met betrekking tot, onder meer, het volgende:</p> <p><u>Rechten</u> <u>Gelden wetgeving:</u> De Effecten zijn onderworpen aan de Franse wetgeving.</p> <p><u>Waarborg</u> De betaling van hoofdsom en interesten van de Effecten is onvoorwaardelijk en onherroepelijk gewaarborgd door de Garant krachtens de Waarborg.</p> <p><u>Secured Securities:</u> Niet van toepassing. De Effecten zijn geen Secured Securities.</p> <p><u>Wanprestatie:</u> Indien een of meer van de volgende gevallen zich voordoen (elk, een</p>

## Sectie C – Effecten

### **Wanprestatie):**

1. het verzuim om enig verschuldigd bedrag in hoofdsom of interest te betalen met betrekking tot de Effecten of op de vervaldag, en dergelijk verzuim aanhoudt gedurende een gespecificeerde periode nadat de Emittent een schriftelijke ingebrekestelling heeft ontvangen;
2. het verzuim van de Emittent of Garant om een van hun respectieve verplichtingen uit te voeren of na te leven, en dergelijk verzuim aanhoudt gedurende een gespecificeerde tijd nadat de Emittent of Garant, naargelang van toepassing, een schriftelijke ingebrekestelling heeft ontvangen (tenzij het verzuim niet kan worden hersteld en geen ingebrekestelling vereist zal zijn);
3. indien de Emittent het voorwerp wordt van bepaalde voorgeschreven insolventieprocedures of curatele; of
4. indien de Garantie niet langer van kracht is, of indien de Garant zulks beweert,

dan zijn de Effecten verschuldigd en betaalbaar na kennisgeving door de belegger.

### **Rang:**

De Effecten vormen rechtstreekse, niet-achtergestelde en niet-zekergestelde verplichtingen van de Emittent.

### **Beperkingen:**

#### **Terugbetalingsbedrag volgens Reële Marktwaarde**

Het **Terugbetalingsbedrag volgens Reële Marktwaarde** ten aanzien van een Effect zal, in het kort, gelijk zijn aan de Reële Marktwaarde van de Effecten op (of omtrent) de datum van vroege terugbetaling, met inachtneming van, niet limitatief, de aftrek van het Hedge Amount maar zonder inachtneming van een van de zekerheden die verplicht in garantie is of was afgegeven in verband met de Effecten of (enkel in geval van een wanbetaling met betrekking tot de Effecten of een faillissement van de relevante Emittent en/of de Garant) de vermogenstoestand van de relevante Emittent en/of de Garant.

Indien een Terugbetalingsbedrag volgens Reële Marktwaarde werd berekend omwille van een andere reden dan het zich voordoen van een wanbetaling met betrekking tot de Notes of een faillissement van de Emittent en/of de Garant (volgens de **Pre-Default FMVRA**) en onbetaald blijft op de datum waarop een wanbetaling met betrekking tot de Notes of een faillissement van de Emittent en/of de Garant zich voordoet (de **Post-Default FMVRA Determination Date**), dan zal de Pre-Default FMVRA geacht gelijk te zijn aan het

## Sectie C – Effecten

Terugbetalingsbedrag volgens Reële Marktwaaarde zoals berekend op de Post-Default FMVRA Determination Date (de **Post-Default FMVRA**) en zal de Post-Default FMVRA de vermogenstoestand van de relevante Emittent en/of de Garant niet in acht nemen.

**Hedge Amounts** zijn de verliezen of kosten die zijn gemaakt (uitgedrukt in een positief getal) in verband met de relevante Emittent of aan haar verbonden vennootschappen die zijn gemaakt of voordeel (uitgedrukt in een negatief getal) van de relevante Emittent of aan haar verbonden vennootschappen dat is gerealiseerd in de afwikkeling van hedging afspraken aangegaan in het kader van de relevante Effecten (of door de Emittent, de Garant of indirect door een verbonden vennootschap), vooropgesteld dat het Hedge Amount (enkel in geval van wanbetaling met betrekking tot de Notes of faillissement van de Emittent en/of de Garant) geen rekening houdt met de vermogenstoestand van de relevante Emittent en/of de Garant.

Het Terugbetalingsbedrag volgens Reële Marktwaaarde zal geen negatief getal zijn.

### Inhouding aan de bron:

Alle betalingen van het bedrag in hoofdsom en de interest door of in naam van de Emittent of de Garant met betrekking tot de Effecten zullen gebeuren zonder inhouding van, of aftrek voor of voor rekening van, enige huidige of toekomstige belastingen of plichten van eender welke aard die door of in naam van Frankrijk worden opgelegd of geheven, tenzij dergelijke inhouding of aftrek wordt vereist door de wet of andere wetten waaraan de Emittent, de Garant of zijn agenten zich onderworpen verklaren en de Emittent en de Garant zullen niet aansprakelijk zijn voor belastingen of plichten van eender welke aard die worden opgelegd of geheven door dergelijke wetten, reglementen, richtlijnen of overeenkomsten.

### Verjaring

De Effecten die niet ter betaling worden ingediend binnen een periode van tien (10) jaar (in het geval van de hoofdsom) en vijf (5) jaar (in het geval van interesten) na de datum waarop de relevante betaling het eerst verschuldigd wordt, zullen verjaard worden.

### Terugbetaling wegens Illegaliteit en Overmacht:

De Emittent heeft het recht de Effecten te beëindigen in het geval van illegaliteit of overmacht.

### Vervanging

Crédit Agricole S.A. kan Crédit Agricole CIB vervangen als Garant voor alle Effecten en daarbij horende Kwitanties en Coupons door een gezamenlijke



<b>Sectie C – Effecten</b>		
		<p>beslissing van Crédit Agricole S.A. en Crédit Agricole CIB, zonder de toestemming van de Effectenhouders, Kwitantiehouders of Couponhouders. Als Crédit Agricole S.A. beslist om de plaats in te nemen van Crédit Agricole CIB als garant voor de Effecten (hierbij genoemd de <b>Vervangen Garant</b>), moet Crédit Agricole CIB de Effectenhouders hiervan minstens dertig (30) dagen en ten hoogste zestig (60) dagen voor de vervanging op de hoogte brengen. Onmiddellijk na het verstrijken van deze kennisgeving wordt de Vervangen Garant de Garant voor de Effecten, Kwitanties en Coupons in plaats van Crédit Agricole CIB en de Effectenhouders, Kwitantiehouders en Couponhouders verliezen onmiddellijk al hun rechten of vorderingen ten aanzien van Crédit Agricole CIB. Een dergelijke vervanging treedt echter niet in werking als ze, op de datum van die vervanging, als gevolg zou hebben dat de betalingen die krachtens de Effecten worden uitgevoerd, aan een bronbelasting zou worden onderworpen of aan een inhouding die, indien deze vervanging niet had plaatsgevonden, niet zou zijn uitgevoerd.</p>

<b>C.9</b>	<b>Interest, looptijd en terugbetalingsvoorwaarden, opbrengst en vertegenwoordiging van de houders van effecten</b>	<p>Zie element C.8.</p> <p><i>Interest Accumulatieperiode en Interestvoet:</i></p> <p>De <b>Interest Determination Dates</b> voor de Effecten zijn 2 (twee) TARGET 2 Settlement Dagen voor de laatste dag van de Interest Accumulatieperiode van de desbetreffende interesten.</p> <p>De <b>Interest Betalingsdata</b> voor de Effecten zijn jaarlijks op 19 mei van elk jaar te berekenen vanaf 19 mei 2018 (inclusief) tot aan de Einddatum (inclusief).</p> <p>De <b>Interest Accumulatieperiodes</b> voor de Effecten zijn jaarlijks.</p> <p>De <b>Interest Accumulatieperiodes Data</b> voor de Effecten zijn niet van toepassing.</p> <p>De Berekeningsagent voor de Effecten is Crédit Agricole CIB.</p> <p><i>Terugbetaling:</i></p> <p>Het is gepland dat de Notes worden terugbetaald op 19 mei 2027 door betaling aan de Emittent van het Finaal Terugbetalingsbedrag, onder voorbehoud van het vooraf plaatsvinden van een automatische Vervroegde Terugbetalingsgebeurtenis op niveau van de Emittent.</p> <p><b><u>Interest en Redemption Payoff Features:</u></b></p> <p>Niet van toepassing. De Effecten zijn aan geen enkele features onderworpen.</p> <p><i>Linked Interest Securities:</i> De Effecten zijn Linked Interest Securities, met name Index Linked Securities. De Linked Interest Securities brengen interest op basis van de Gekoppelde Interest (zoals meer in detail uiteengezet in C.10).</p>
------------	---	---

		<p><b><u>Vertegenwoordiging van de Effectenhouders:</u></b></p> <p>De Houders worden, voor alle schijven van eenzelfde reeks, voor de verdediging van hun gemeenschappelijke belangen automatisch gegroepeerd in een massa, onderworpen aan de bepalingen van het wetboek van koophandel (de <b>Massa</b>). De Massa heeft een aparte rechtspersoonlijkheid en treedt gedeeltelijk via haar vertegenwoordiger op (de <b>Vertegenwoordiger van de Massa</b>) en gedeeltelijk via een algemene vergadering van de Effectenhouders.</p>
--	--	--

<p><b>C.10</b></p>	<p><b>Derivaatcomp onenten in interestbetalin gen</b></p>	<p><i>Zie Element C.9.</i></p> <p><i>Linked Interest Securities:</i> De Effecten zijn <b>Linked Interest Securities</b>, ze zullen interest opbrengen op basis van de <b>Gekoppelde Interestvoet</b> die berekend wordt in overeenstemming met het onderstaande en uitgedrukt als een percentage, waarbij de <b>Onderliggende Waarde</b> de prijs, het niveau of de koers weerspiegelt van de relevante <b>Onderliggende Zaak</b> (zonder rekening te houden met enige denominatievaluta van dergelijke prijs, niveau of koers, zoals van toepassing) op het relevante tijdstip op de Waarnemingsdatum van de Interesten waargenomen door de Berekeningsagent.</p> <p>Het interestbedrag berekend in overeenstemming met een Interestuitbetaling is het <b>Gekoppelde Interestbedrag</b>.</p> <p><i>Standard Fixed Interest</i> is van toepassing voor de volgende Interestaan-groei-periode: elke Interestaan-groei-periode tussen de Datum van Aanvang van de Interestaan-groei-periode (inclusief) en 19 mei 2022 (exclusief).</p> <p>De Effecten zijn Effecten aan Standaard Fixed Interest. De Gekoppelde Interestvoet van toepassing op de Effecten is gelijk aan 1,20 percent per jaar, jaarlijks achteraf te betalen.</p> <p><i>Standard Floater Interest</i> is van toepassing voor de volgende Interestaan-groei-periodes: elke Interestaan-groei-periode tussen 19 mei 2022</p>
--------------------	---	--

		<p>(inclusief) en de Einddatum (exclusief).</p> <p>De effecten zijn Effecten aan Standaard Floater Interest. De Gekoppelde Interestvoet van toepassing op de Effecten wordt berekend op basis van de hoogste waarde tussen de Minimumdrempel en de Onderliggende Waarde xy.</p> <p>De Onderliggende Waarde xy is het resultaat van het verschil tussen de Onderliggende Waarde x en de Onderliggende Waarde y.</p> <p>Onderliggende Waarde x: EUR-CMS 30 jaar</p> <p>Onderliggende Waarde y: EUR- CMS 2 jaar</p> <p>Minimumdrempel: 0,00 percent</p>
<b>C.11</b>	<b>Notering en toelating tot de verhandeling op een gereguleerde markt</b>	Niet van toepassing. Er wordt niet verwacht dat de Effecten zullen worden toegelaten tot de handel.

<b>Sectie D – Risico's</b>		
<b>D.2</b>	<b>Belangrijke risicofactoren met betrekking tot de Emittent of zijn exploitatie en zijn activiteit</b>	<p>Onderstaand bevinden zich de belangrijke risicofactoren met betrekking tot Crédit Agricole CIB FS als Emittent, haar activiteiten, de markt waarin zij actief is en haar structuur die een invloed kunnen hebben op het vermogen van de Emittenten om haar verplichtingen na te komen die verbonden zijn aan de Effecten die in het kader van het Programma zijn uitgegeven.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Kredietwaardigheid van de Emittent en de Garant</li> </ul> <p>De Effecten vormen algemene en ongedekte contractuele verplichtingen van de Emittent en van geen andere persoon en de Garantie vormt algemene en onbeveiligde contractuele verplichtingen van de Garant en van geen andere persoon, welke van gelijke rang zijn met alle andere ongedekte contractuele verplichtingen van , respectievelijk, de Emittenten de Garant, en naast preferente schulden, inclusief verplichtingen die wettelijk preferent zijn. Effectenhouders vertrouwen op de kredietwaardigheid van de relevante Emittent en, zoals toepasselijk is, de Garant en geen andere persoon.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Tegenpartijrisico</li> </ul> <p>Het Kredietrisico is het risico waarbij een klant of tegenpartij niet in staat of niet bereid is een verplichting die het is aangegaan met Crédit Agricole CIB FS na te komen.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Liquiditeitsrisico</li> </ul> <p>Het Liquiditeitsrisico is het risico waarbij Crédit Agricole CIB FS problemen zal ondervinden bij het vrijgeven van activa of anderszins werven van fondsen om verplichting na te komen.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Renterisico</li> </ul>

## Sectie D – Risico's

		<p>De blootstelling aan renterisico is het risico dat ontstaat wanneer er sprake is van een onbalans tussen de prijs en niet prijsgevoelige activa, passiva en posten die niet op de balans zijn opgenomen.</p> <p>- Valutarisico</p> <p>Het valutarisico is het risico waarbij de waarde van een financieel instrument fluctueert vanwege de veranderingen in de wisselkoersen. Het valutarisico van Crédit Agricole CIB FS ontstaat door de uitgifte van schulden in valuta anders dan euro.</p>
<p><b>D.3</b></p>	<p><b>Belangrijke risicofactoren met betrekking tot de Effecten</b></p>	<p>De Effecten zijn aan een hoge mate van risico onderworpen. Beleggers moeten ervaren zijn met betrekking tot opties en optietransacties, de risico's van transacties met betrekking tot Effecten begrijpen en een beleggingsbesluit enkel nemen na zorgvuldige overweging, met hun adviseurs, van de geschiktheid van dergelijke Effecten in het licht van hun specifieke financiële omstandigheden.</p> <p><b><i>Vervroegde terugbetaling</i></b></p> <p>Bepaalde gebeurtenissen of omstandigheden kunnen leiden tot terugbetaling van de Effecten vóór de geplande einddatum, inclusief volgend op een keuze door de Emittent. Onder dergelijke omstandigheden zouden Effectenhouders niet in staat kunnen zijn om de opbrengst van de inkoop te herinvesteren om zo het rendement te incasseren dat op de Effecten kan worden ontvangen.</p> <p><b><i>Rangorde</i></b></p> <p>De Effecten vormen rechtstreeks, niet-achtergestelde en ongedekte verplichtingen van de Emittent en, respectievelijk, de Garant en van niemand anders. Eenieder die dergelijke Effecten koopt, kan zich beroepen op de kredietwaardigheid van de Emittent en de Garant en heeft geen rechten uit hoofde van de Voorwaarden jegens enig ander persoon.</p> <p><b><i>Tegenstrijdige belangen</i></b></p> <p>Bepaalde potentiële tegenstrijdige belangen bestaan of kunnen ontstaan tussen Effectenhouders en bepaalde andere partijen, welke de potentie hebben om een nadelige invloed te hebben op de Effectenhouders.</p> <p><b><i>Samengestelde risico's</i></b></p> <p>Diverse risico's met betrekking tot de Effecten kunnen samenhangend of samengesteld zijn en zulke samenhang of samenstelling kan resulteren in een toename van veranderlijkheid van de waarde van de Effecten en/of in een toename van verliezen voor Effectenhouders.</p> <p><b><i>Juridische en fiscale risico's</i></b></p> <p>Bepaalde risico's ontstaan als gevolg van toepasselijk recht (inclusief toepasselijk fiscaal recht) welke de potentie hebben om een nadelig effect te hebben op de Effectenhouders. Onverminderd de algemeenheid van het voorgaande, zouden beleggers zich ervan bewust moeten zijn dat, indien een</p>

<b>Sectie D – Risico's</b>		
		<p>bedrag moet worden afgetrokken of afgehouden van een betaling op de Effecten krachtens de buitenlandse fiscale compliance-bepalingen van de <i>United States Hiring Incentives to Restore Employment Act</i> van 2010 (de <b>FATCA-wetgeving</b>), zal noch de Emittent noch enige andere persoon bijkomende bedragen moeten betalen als gevolg van het aftrekken of afhouden van dergelijke belasting. Als gevolg hiervan is het mogelijk dat beleggers minder terugkrijgen dan verwacht.</p> <p><b><i>Verhandelen van Effecten in de secundaire markt</i></b></p> <p>Bij uitgifte kan het zijn dat Effecten geen gevestigde handelsmarkt hebben en deze zal zich wellicht nooit ontwikkelen. Indien een markt wel degelijk ontstaat, kan het dat deze niet erg liquide is. Daarom is het mogelijk dat beleggers niet in staat zijn om hun Effecten gemakkelijk te verkopen of tegen prijzen die hen het geanticiperde rendement bieden of het rendement vergelijkbaar of gelijk aan het rendement van investeringen die plaatsvinden op een gevestigde handelsmarkt.</p> <p><b><i>Kredietratings</i></b></p> <p>Kredietratingbureaus kunnen bepaalde kredietratings aan de Effecten toekennen. De ratings zouden wellicht niet de potentiële invloed van alle risico's en andere factoren die de waarde van de Effecten kunnen beïnvloeden, reflecteren. Een eventuele verlaging van de rating van de Effecten of van de uitstaande schuldpapieren van de Emittent of de Garant zou kunnen resulteren in een verlaging van de handelswaarde van de Effecten.</p> <p><b><i>Betalingen in een gespecificeerde valuta</i></b></p> <p>De Emittent zal verschuldigde bedragen bij terugbetaling en interesten op de Effecten (en de Garant zal alle betalingen onder de Garantie betalen in de Gespecificeerde Valuta. Dit houdt bepaalde risico's in met betrekking tot valutaconversies indien de financiële transacties van een belegger principieel uitgedrukt zijn in een andere valuta.</p>

<b>Hoofdstuk E – Aanbod</b>		
<b>E.2b</b>	<b>Redenen voor het aanbod en bestemming van de opbrengsten</b>	Niet van toepassing. De redenen voor het aanbod en de netto-opbrengsten van de uitgifte zijn het maken van winst en het hedgen van bepaalde risico's.
<b>E.3</b>	<b>Algemene voorwaarden van het</b>	<p>De Effecten worden aan het publiek aangeboden in het kader van een Niet-vrijgesteld Aanbod in België.</p> <p>Een belegger die de intentie heeft Effecten te kopen of Effecten koopt van een</p>

## Hoofdstuk E – Aanbod

### **aanbod**

Bevoegde Aanbieder zal dit doen, en aanbiedingen en verkopen van de Effecten aan een belegger door een Bevoegde Aanbieder zullen worden uitgevoerd, in overeenstemming met de voorwaarden en andere regelingen die bestaan tussen deze Bevoegde Aanbieder en deze belegger, zoals prijs-, allocatie- en betalingsregelingen.

Aanbiedingsprijs:

Uitgifteprijs. Geen enkele verloning of commissie zal worden verstrekt aan Crédit Agricole Corporate en Investment Bank in haar hoedanigheid als Dealer.

Een jaarlijkse plaatsingsvergoeding van maximum 1,00% per jaar van het Totale Nominale Bedrag van de Effecten gekocht door de Distributeur (zoals onderstaand gedefinieerd) zal jaarlijks betaald worden door de Emittent aan de Distributeur. De betaling van deze vergoeding kan zonder onderscheid verspreid worden over de levensduur van het product door een vergoeding op de Uitgiftedatum en/of door jaarlijkse commissies.

Deze vergoeding wordt berekend op basis van de maximale duur van de Effecten. Ze is geïntegreerd in de voorwaarden van de Effecten en zal een impact hebben op de prijs en het rendement van de effecten. Ze vergoedt de Distributeur voor de terbeschikkingstelling van de Effecten aan investeerders en niet om hen te adviseren om tot aankoop ervan over te gaan. Indien een Distributeur investeringsadvies verleent aan investeerders, moet de kost van

## Hoofdstuk E – Aanbod

		<p>dit advies rechtstreeks afgesproken worden tussen de Distributeur en de investeerders.</p> <p>Voorwaarden waaraan het aanbod is onderworpen: De Emittent behoudt zich het recht voor om het aanbod van de Notes op of vóór de Einddatum van het Aanbod (als hieronder bepaald) in te trekken. Voor alle duidelijkheid: indien een potentiële belegger een inschrijvingsorder heeft gegeven en de Emittent dat recht uitoefent, heeft een dergelijke potentiële belegger geen recht om in te schrijven of de Notes op enige andere wijze te verwerven, komen alle aanvragen automatisch te vervallen en worden betaalde bedragen voor de aankoop van de Notes aan de aanvrager terugbetaald.</p> <p>Beschrijving van het inschrijvingsproces: De Aanbiedingsperiode begint op 19 april 2017 en loopt af op 15 mei 2017 (de <b>Einddatum van het Aanbod</b>). De inschrijvingsordes zullen ontvangen worden, binnen de grenzen van het aantal beschikbare Effecten, door de Distributeur (hierna gedefinieerd).</p> <p>Beschrijving van de mogelijkheid om inschrijvingen te verminderen en wijze van terugbetaling van te veel betaalde bedragen door inschrijvers: Inschrijvingsorders kunnen worden beperkt wanneer de Emittent te veel inschrijvingen ontvangt, waarbij alle te veel betaalde bedragen onverwijld worden terugbetaald, zonder dat de inschrijvers recht hebben</p>
--	--	---

## Hoofdstuk E – Aanbod

		<p>op compensatie.</p> <p>Details van het minimale en/of maximale inschrijvingsbedrag:</p> <p>Er geldt geen maximumbedrag voor inschrijvingen. Een inschrijving moet minstens EUR 1.000 bedragen en elk bedrag dat hoger is moet een veelvoud zijn van EUR 1.000.</p> <p>Details van de methode en tijdslimieten voor betaling en levering van de Effecten:</p> <p>De Notes zullen op de Uitgiftedatum uitgegeven worden tegen betaling aan de Emittent van de uitgifteprijs van de Notes. Beleggers zullen door de desbetreffende Gemachtigde Aanbieder in kennis worden gesteld van hun allocaties van Notes en de betaalafspraken die erop betrekking hebben.</p> <p>Wijze en datum waarop de resultaten van het aanbod openbaar worden gemaakt:</p> <p>Op of voorafgaand aan de Uitgiftedatum zal een kennisgeving waarin de resultaten van het aanbod staan uiteengezet, gepubliceerd worden op de website van de Emittent.</p> <p>Procedure voor uitoefening van enige voorkeurrechten, verhandelbaarheid van inschrijvingsrechten en behandeling van niet-uitgeoefende inschrijvingsrechten:</p> <p>Niet van toepassing aangezien er geen dergelijke rechten zijn.</p> <p>Voorbehoud van tranche(s) voor bepaalde landen:</p> <p>Niet van toepassing aangezien het aanbod enkel wordt gedaan in België.</p> <p>Proces inzake kennisgeving aan inschrijvers van het toegewezen bedrag en de indicatie of verhandeling van de Notes mag starten voordat hiervan kennis is gegeven:</p> <p>Bij een te groot aantal inschrijvingen worden de toegewezen bedragen via de gewone post meegedeeld aan de inschrijvers. In alle andere gevallen zijn de toegewezen bedragen gelijk aan het bedrag van de inschrijvingsorders en volgt er geen kennisgeving.</p>
--	--	--



<b>Hoofdstuk E – Aanbod</b>		
		Notes mogen niet verhandeld worden vóór de vroegste van de volgende twee data: (i) de datum waarop een dergelijke kennisgeving geschiedt en (ii) de Uitgiftedatum.
		Bedrag van eventuele kosten en belastingen die specifiek van toepassing zijn op de inschrijver of koper: Overeenkomstig eventuele vergoedingen die in rekening kunnen worden gebracht door de Distributeur, zijn er geen kosten of belastingen die specifiek in rekening worden gebracht aan de inschrijver of koper.
<b>E.4</b>	<b>Belangen die wezenlijk zijn voor de uitgifte, waaronder tegenstrijdige belangen</b>	Niet van toepassing. Voor zover de Emittent weet, heeft geen enkele persoon (behalve Crelan NV als Distributeur) die betrokken is bij het aanbod van de Effecten een wezenlijk belang in het aanbod, waaronder inbegrepen tegenstrijdige belangen.
<b>E.7</b>	<b>Verwachte kosten voor de belegger</b>	Niet van toepassing. Er worden geen kosten aan de belegger in rekening gebracht door de Emittent. De verwachte kosten die in rekening zullen worden gebracht aan de belegger door de Distributeur bedragen tot 2.50 percent.

